

LAND un Sproch

N° 189
Mars 2014
4,50 euros

LES CAHIERS DU BILINGUISME



Charte «régionalisée»

Des collectivités s'engagent p. 3-4

Das Beispiel der Schweiz p. 5-6

Langue

L'allemand est alsacien
et l'alsacien c'est de l'allemand

p. 7-8

Kulturerbe

Glaskunst in Elsass-Lothringen

p. 12-13

Les Alsaciens en ont rêvé, les Sarrois vont-ils le faire ?



L'Alsace se rêve région bilingue. Hélas, il n'en reste que des lambeaux et les mesures prises pour restaurer notre bilinguisme demeurent parcellaires. Les Sarrois qui, comme les Alsaciens, ont connu une histoire « chahutée » vont-ils faire mieux que nous ? Voilà que Madame Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente de la Sarre annonce que son Land va mettre en place une stratégie pour que la Sarre devienne bilingue d'ici 2043 : dans ce délai, le français doit devenir la deuxième langue de communication dans l'administration et la vie courante. À cette fin, dès le jardin d'enfant, le français sera présent. Les classes bilingues vont être développées dès l'école élémentaire. Le recrutement et la formation des éducateurs et enseignants francophones bénéficieront d'une priorité. La connaissance du français sera un critère de recrutement dans l'administration.

La Sarre réussira-t-elle à concrétiser ses objectifs ? Si on ne peut le prédire aujourd'hui, on peut cependant s'inspirer d'elle à plusieurs égards :

- La Sarre, Land pauvre et endetté voit clairement les avantages économiques que lui vaudrait une compétence bilingue : elle veut devenir la « porte de la France en Allemagne » et attirer ainsi chez elle des activités franco-allemandes ; le bilinguisme est bien davantage source de revenus que de coûts.
- Pour lancer un tel projet, il faut un affichage politique fort et un horizon de mise en œuvre ambitieux : en se fixant un programme de trente ans, le temps d'une génération, la Sarre prend la mesure de son ambition.
- Pour l'efficacité d'une politique linguistique, il faut un programme global qui commence dès le plus jeune âge, vise l'intensité et concerne tous les différents aspects de la vie sociale, y compris la vie administrative. C'est bien ce que le Gouvernement sarrois propose.

À bien des égards, l'Alsace paraît mieux placée que la Sarre pour réaliser un tel projet. Mais c'est l'ambition qui manque. Notre région est engagée à la fois dans un exercice de prospective « Alsace 2030 » et dans les « Assises du bilinguisme ». Dans ce cadre, elle pourrait adopter de manière solennelle un projet « Alsace - Région bilingue en 2030 » avec pour objectif de compter d'ici cette date 20 % d'élèves dans des classes immersives, 40 % dans des classes bilingues paritaires de la maternelle à l'université, 20 % des actifs sur le marché du travail capables de s'exprimer en allemand. Comme en Sarre, la première étape à engager immédiatement serait de former des éducateurs bilingues, donc de recruter les « formateurs de formateurs » capables de préparer les futurs enseignants germanophones.

On pourrait alors imaginer de proposer au conseil des ministres franco-allemand de jumeler l'initiative de la Sarre avec celle de l'Alsace, chaque pays s'engageant à fournir dans des conditions préférentielles les formateurs nécessaires, et chacune des deux régions apportant son aide à l'autre pour la mise en œuvre de leurs objectifs parallèles de devenir des régions bilingues.

On a bien le droit de rêver... ▶

JEAN-MARIE WOEHRLING

Photo de couverture : une classe A.B.C.M. *Zweisprachigkeit*.

- Charte** p. 3-6
De nouveaux développements et l'exemple suisse
- Langue** p. 7-8
L'allemand est alsacien et l'alsacien, c'est de l'allemand!
- A.B.C.M. *Zweisprachigkeit*** p. 9
Les 6 règles d'or de l'apprentissage précoce
- Conseil général 68** p. 10
« La déclaration de Colmar »
- Humeur** p. 11
Vérité en-deçà du Rhin, erreur au-delà
- Kulturerbe** p. 12-13
Glaskunst in Elsass-Lothringen
- Gebietskörperschaften** p. 14-15
Bürgermeister in Straßbourg und in Kehl
- Statistiques** p. 16-17
De fortes disparités au sein du Rhin supérieur
- Albert Schweitzer** p. 18-20
Äußerungen zum Nationalismus und zum Patriotismus
- Tables d'histoire** p. 21-22
- Des réseaux d'opposants au nazisme dès 1930
- Camille Dahlet
- Dichter vun gesch un hit** p. 23
Ernst Stadler

**LANDsm
Sproch**

Les Cahiers du bilinguisme

5 Boulevard de la Victoire 67000 Strasbourg

Tél. : 03 88 36 48 30

www.centre-culturel-alsacien.eu

www.culture-bilinguisme.eu

email : elsassbi@gmail.com

Revue trimestrielle éditée par l'association

**Culture et Bilinguisme d'Alsace
et de Moselle • René Schickele-Gesellschaft**

Directeur de la publication : **Jean-Marie Woehrling**

Maquette - Mise en page : Denis Lutz

N° commission paritaire : 1018 G 79901 • ISSN 0045-3773

Membre de Flarep, Eblul-France, Rencontres Interrégionales

Tous droits de reproduction réservés

Print Europe Mundolsheim

Dépôt légal : Mars 2014

De l'Assemblée nationale à l'action locale

De nouveaux développements

En attendant la ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, des collectivités locales alsaciennes sont passées à l'action.



ICA 2010 et le Culture & Bilinguisme ont invité candidates et candidats aux élections municipales pour faire le point sur la Charte régionalisée. De gauche à droite : Andrée Munchenbach, André Buchmann, Michèle Seiler, Michael Schmidt, Stéphane Leyenberger et Richard Sancho. Manquent sur la photo, Thierry Carbiener et François Loos.

Dans un précédent numéro (n° 187), notre revue *Land un Sproch* titrait sur « *Le refus obstiné de la France* » de ratifier la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. L'actualité semble nous donner tort puisque l'Assemblée nationale a adopté le 28 janvier 2014 – avec une majorité de plus de 70 % des voix – une proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser la ratification de cette Charte. Une révision de la Constitution est en effet nécessaire pour permettre une telle ratification, suite à la décision du Conseil constitutionnel du 15 juin 1999 qui a déclaré l'incompatibilité entre la Charte et la Constitution.

Même si l'on peut se réjouir du grand nombre de députés qui a approuvé ce texte, il convient de relativiser. Car pour

qu'il soit définitivement adopté, il faudrait non seulement un vote similaire du Sénat, mais aussi une approbation par référendum ! On laisse cependant entendre que le Gouvernement pourrait reprendre le texte sous la forme d'un projet de loi qui pourrait, lui, être soumis au Congrès : dans ce cas, il faudrait que le texte recueille les voix de trois cinquièmes des parlementaires. On est donc encore loin d'un aboutissement...

Des restrictions importantes

De surcroît, le texte soumis à l'Assemblée nationale accompagne l'autorisation de ratification de restrictions telles pour les langues régionales que l'on doit se demander s'il faut souhaiter que ce

projet soit définitivement approuvé. En effet, il inscrirait dans la Constitution, l'interdiction de droits collectifs pour les locuteurs de langues régionales et l'exclusivité du français dans les services publics. Autant dire que la Charte pourrait être ratifiée, mais non mise en œuvre de manière effective !

Les collectivités territoriales pionnières

C'est dans ces conditions que nous avons, comme annoncé dans notre précédent numéro, ouvert un nouveau front : en concertation avec ICA 2010, nous avons lancé un appel à nos collectivités territoriales et aux candidats aux municipales pour adhérer à la « *Charte des collectivités territoriales d'Alsace et de Moselle pour*

la promotion de la langue régionale». Ce document reprend les dispositions de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires qui concernent les collectivités territoriales et que celles-ci peuvent d'ores et déjà mettre en œuvre, sans attendre une ratification plus ou moins lointaine au niveau national.

Les collectivités peuvent faire beaucoup

Cette initiative a connu un réel succès : le 12 février, la Ville de Saverne a été la première à adhérer à notre Charte régionalisée et à choisir, ainsi que le prévoit la Charte, parmi les engagements de sa partie III, trente-cinq actions qu'elle s'oblige à mettre en œuvre. Peu de temps après, Mulhouse a pris la même initiative. Puis ce sont les candidats à la Mairie de Strasbourg qui se

sont engagés à soumettre la Charte au Conseil municipal. De nombreux autres candidats ont fait de même, ainsi que plusieurs municipalités (voir notre encadré ci-contre). Plus récemment, c'est le Conseil général du Haut-Rhin qui a décidé d'adhérer à la Charte et qui va soumettre le choix de ses engagements à un groupe de travail. Nous espérons que d'ici le mois d'avril plusieurs dizaines de communes auront adhéré à la Charte et que la Région ne tardera pas trop.

Bien sûr, nous ne nous faisons pas d'illusions : un certain nombre de ces promesses peineront à se concrétiser. Mais le message est passé : les « requêtes » au pouvoir central doivent cesser d'être des alibis ; nos collectivités peuvent faire beaucoup pour notre langue régionale. Il leur appartient d'agir et de mettre en œuvre elles-mêmes les orientations de la Charte. ▶

À Saverne

Consensus aisé et adhésion large

Dans la soirée du 18 février dernier, ICA 2010 (Initiative Citoyenne Alsacienne) et Culture & Bilinguisme ont convié les candidats aux municipales 2014 à un débat autour de la « Charte des collectivités territoriales d'Alsace et de Moselle pour la promotion de la langue régionale ». Leurs présidents respectifs, Pierre Klein et Jean-Marie Woehrling, ont co-animé le débat. Outre un rappel sur le fait que les collectivités territoriales ont une grande latitude – à la fois constitutionnelle et politique – pour appliquer les dispositions de la Charte relevant directement de leur compétence, l'un des points forts de cette rencontre a été d'entendre le témoignage du maire de Saverne, Stéphane Leyenberger. Il était, en effet, le premier à entrer dans la démarche. S'agissant d'un « élément essentiel de notre patrimoine, il faut en faire la promotion pas seulement en pleurant sur le lait renversé. Et si on peut faire la nique à l'Etat, tant mieux », a-t-il déclaré. L'équipe de Saverne s'est mise au travail au cours de l'été dernier mais pas dans l'optique d'entrer dans un « processus-gadget », ni de faire un « coup de com ». Stéphane Leyenberger souligne que le consensus a été « trouvé facilement » et que l'adhésion dans l'opinion publique semble « assez large ». Les options de la Charte ont été passées en revue. Le conseil municipal de Saverne en a retenu trente-cinq – chiffre symbolique qui représente une obligation de la Charte.



Stéphane Leyenberger a engagé le conseil municipal de Saverne à ratifier la version régionalisée de la Charte.

Mais « la volonté est d'aller au-delà des obligations ».

De nombreux autres candidat(e)s étaient présents, en particulier Andrée Munchenbach (*Ensemble naturellement, Schiltigheim*), Andrée Buchmann (*Schilick Écologie*), Michèle Seiler et Michael Schmidt (*Strasbourg, énergies positives*), Stéphane Leyenberger (*L'avenir en marche, Saverne*), Richard Sancho (*Vivre Bischheim autrement*), Thierry Carbiener (*Saverne naturellement*) et François Loos (*En avant Strasbourg*). Toutes et tous se sont déclarés favorables à la Charte des collectivités territoriales, et déterminés à la signer en cas d'élection. ▶

Un accueil positif

L'initiative de proposer aux collectivités territoriales d'Alsace et de Moselle une charte régionalisée pour la promotion de la langue régionale, a rencontré un accueil largement positif.

Au moment de mettre ce numéro sous presse, voici un état des lieux des signatures réalisées ainsi que des candidat(e)s qui, élu(e)s, ont pris l'engagement de la mettre à l'étude ou de la mettre en œuvre.

■ SIGNATURES RÉALISÉES

Saverne, Mulhouse, Roeschwoog, Conseil général du Haut-Rhin ; à Saint-Louis, le processus est engagé.

■ CANDIDAT(e)s QUI, ÉLU(e)s, LA METTRONT EN ŒUVRE

Jean-Pierre Toucas (*maire, Rouffach*), Roland Ries (*maire, Strasbourg*), Marcel Bauer (*maire, Sélestat*), Jean-Claude Daussy (*candidat, Wahlenheim*), Richard Sancho Andreo (*candidat, Bischheim*), Danielle Dambach (*candidate, Schiltigheim*), Claude Kern (*maire, Gries*), Charles Schlosser (*maire, Lembach*), Jean-Charles Lambert (*maire, Stutzheim-Offenheim*), François Loos (*candidat, Strasbourg*), Fabienne Keller (*candidate, Strasbourg*), Anne-Catherine Ostertag (*candidate, Rosheim*), Jean-Luc Fréchar (*maire, Rombach*), Andrée Munchenbach (*candidate, Schiltigheim*), Michèle Eschlimann (*candidate, Wasselonne*), Luc Lehner (*candidat, Haguenau*), Vincent Debes (*maire, Hoenheim*), Pierre Marmillod (*maire, Pfaffenhoffen*), Stéphane Klein (*candidat, Sélestat*), Henri Stoll (*maire, Kaysersberg*), Jean-Claude Strebler (*candidat, Mertzwiller*), Jean-Claude Niedergang (*candidat, Habsheim*), Dany Karcher (*maire, Kolbsheim*), François Fenninger (*maire, Hatten*), Alexandre Berbett (*candidat, Dannemarie*), Daniel Bastian (*maire, Dossenheim sur Zinsel*), Jean-Marc Willer (*maire, Erstein*), Dominique Pignatelli (*candidat, Hoenheim*).

Après les élections municipales, une relance des collectivités nouvellement élues sera organisée. ▶

Die Schweiz pflegt die Mehrsprachigkeit

Während Frankreich große Mühe mit der Ratifizierung der Europäischen Charta der Regional- oder Minderheitensprachen bekundet, pflegt die Schweiz nicht nur Zwei- sondern Mehrsprachigkeit.

Die Schweiz mit ihren acht Millionen Einwohnerinnen und Einwohnern präsentiert ein überaus komplexes Sprachenmosaik. Ihre offizielle Viersprachigkeit (Deutsch, Französisch, Italienisch, Romanisch) ist historisch gewachsen und wird verfassungsrechtlich geschützt, sie stützt sich dabei auf verschiedene politische Pfeiler, wie Sprachenfreiheit, Territorialitätsprinzip, Föderalismus und direkte Demokratie. Bund und mehrsprachige Kantone fördern die *institutionelle* Zwei- und Mehrsprachigkeit; Bund, Kantone, Institutionen und Vereine fördern und schützen aber auch die *individuelle* Mehrsprachigkeit, welche die Bewohnerinnen und Bewohner zwar in sehr unterschiedlichem Masse betrifft, aber allgemein als Teil der kollektiven und individuellen Identität gesehen wird. Mit einem hohen Ausländeranteil werden entsprechend viele Migrationssprachen gesprochen, und die lebendige Diglossie zwischen Standardsprache und Dialekt verstärkt noch diese Polyphonie.

Verfassungsmäßig geschützt

Auf Bundesebene sind ein Sprachengesetz (2007) und seine Verordnung (2010) in Kraft, so auch im Kanton Graubünden (2006). Die andern mehrsprachigen Kantone verfügen über mehr oder weniger ausführliche Sprachenbestimmungen in ihren Kantonsverfassungen, nicht aber über Sprachengesetze, obwohl natürlich



«Wer Romanisch kann, weiss mehr».

viele Gesetze sprachliche Aspekte erwähnen (Arbeitssprachen, Übersetzungen, Zusammensetzung von Gremien, Medien, Kultur, etc.). Die Schweiz hat internationale Abkommen zum Schutz und zur Förderung von Minderheitensprachen ratifiziert, so das Rahmenübereinkommen zum Schutz der nationalen Minderheiten und die Europäische Charta der Regional- oder Minderheitensprachen, welche sie 1993 unterzeichnet und 1997 ratifiziert hat. Die Charta trat für die Schweiz 1998 in Kraft.

Stricto sensu gibt es in der Schweiz keine Regional- und Minderheitensprachen, da die Minderheitensprachen Französisch und Italienisch auf Bundesebene und in ihren angestammten Kantonen offiziell anerkannte Sprachen sind. Es handelt sich also gemäß Art. 3 der Charta um «weniger verbreitete Amtssprachen». Die kleine Minderheitensprache Romanisch ist ein Sonderfall, mit ihren landesweit 0.5% Sprechenden wird sie nur im offiziell dreisprachigen Kanton Graubünden (Grischun, Grigioni) von ca. 15% der Bevölkerung gesprochen. Die Romanen sind alle mindestens zweisprachig mit Hochdeutsch und Schweizerdeutsch, da das tägliche Leben dies erfordert, de facto sprechen sie

meistens auch Italienisch und oft auch Französisch und Englisch, der touristische alpine Kontext erfordert vielfältige Sprachkompetenzen.

Gemäß Teil II der Charta (Art. 7) werden die einheimischen Minderheitensprachen allgemein geschützt und gefördert, d.h. für die Schweiz die Landessprachen als jeweilige Minderheitensprachen in den mehrsprachigen Kantonen und an der Sprachgrenze. Das Deutsche als Sprache der Mehrheit auf Bundesebene (65% der Schweizer Bevölke-



Landesbibliothek in Bern.



Interessengemeinschaft Urdinkel.



Informationsschild im Bahnhof Scuol (GR).

rung) kann auf Kantons-, Bezirks- und Gemeindeebene gleichzeitig auch eine Minderheitensprache sein (Kantone Freiburg und Wallis). Das Jenische, die Sprache der Fahrenden, und das Jiddische werden in Teil II der Charta als territorial nicht gebundene Sprachen geschützt.

In Teil III müssen von einem Menü mit skalierten Verpflichtungen ein Katalog an Minderheitensprachen geschützt werden (Art. 8-14), von 98 vorgeschlagenen Maßnahmen müssen mindestens 35 ausgewählt werden. Diese betreffen alle Domänen des öffentlichen Lebens: Bildung, Justiz- und Verwaltungsbehörden, Medien, Kultur, Wirtschaft und Gesellschaft und der grenzüberschreitende Austausch. In diesem Teil der Charta schützt die Schweiz das Italienische und das Romanische.

Fünfter Evaluationszyklus

Die Situation der Minderheitensprachen und der Grad der Erfüllung der gewählten Maßnahmen werden in Evaluationszyklen von drei Jahren untersucht. Somit befand sich die Schweiz 2013 im fünften Evaluationszyklus. Nach dem fünften periodischen Bericht der Schweiz folgte ein Besuch vor Ort mit einem Austausch mit den Bundesbehörden, den Kantonsbehörden und den Vertretern und Institutionen der Minderheitensprachen. Mit diesem Besuch



Holzschlag in Wäldern und Städten.

Das kulturelle Erbe Europas schützen

Die Europäische Charta der Regional- oder Minderheitensprachen (1992) wurde bis jetzt von 25 der 47 Länder des Europarats ratifiziert. Acht Länder haben die Charta unterschrieben, aber nicht ratifiziert, so z. B. Frankreich und Italien. Frankreich hat aber Anfang 2014 im Parlament den Prozess zur Ratifizierung der Charta in die Wege geleitet. Mehrere elsässische Gebietskörperschaften haben beschlossen, eine regionale Version der Charta umzusetzen. Gemäß Art. 1a schützt die Charta herkömmliche Minderheitensprachen in einem bestimmten Gebiet, also keine Migrationssprachen und auch keine Dialekte, wobei die Definition eines Dialekts natürlich eher politischer als sprachlicher Natur ist. Ziel der Charta ist es, die Regional- und Minderheitensprachen als kulturelles Erbe Europas zu schützen. ▶

verfolgt man das Ziel, zusätzliche Informationen und direkte Antworten von den Akteuren der Sprachenpolitik einzuholen und damit den periodischen Bericht zu vervollständigen oder zu relativieren. Dann folgte der fünfte Evaluationsbericht des Sachverständigenausschusses mit den Empfehlungen des Ministerkomitees an die Schweiz.

Drei spezifische Aspekte dieses fünften Zyklus sollen hier erwähnt werden: Das Italienische und Romanische im Kanton Graubünden, und das Frankoprovenzalische in der Westschweiz.

Die Lage des Italienischen generell in der Schweiz (ca. 8.3% der Landesbevölkerung) wird allgemein als problematisch angesehen. Die Sprache wird in der Schule kaum als Zweit-, Dritt- oder Viertsprache gelernt, gewisse Gymnasien außerhalb des italienischen Sprachgebiets bieten es nicht mehr als Fach oder Wahlfach an. Hingegen ist die Situation im Tessin zufriedenstellend, die befürchtete Germanisierung des Kantons trat nicht ein, das Leben spielt sich vollumfänglich auf Italienisch ab und die Migranten werden integriert. In gewissen Domänen ist aber das Italienische im Kanton Graubünden (10% der Bevölkerung) gefährdet und das Ministerkomitee des Europarats hat der Schweiz in diesem Sinne im fünften Evaluationsbericht zur Umsetzung der Charta empfohlen, unter der Obhut des Kantons Graubünden den Gebrauch des Italienischen im wirtschaftlichen und sozialen Bereich zu fördern.

Die Situation des Romanischen ist kom-

plex, da diese Sprache aus fünf Schriftidiomen und einer im Jahr 1982 standardisierten Varietät, Rumantsch Grischun, besteht. In der Verwaltung bringt dessen Verwendung keine Probleme, der Gebrauch in der Schule wird aber sehr kontrovers diskutiert. Somit hat das Ministerkomitee empfohlen, dass mit der Einführung und dem Gebrauch des Rumantsch Grischun in den Schulen Graubündens auch die traditionellen Idiome berücksichtigt werden müssen, um das Romanische als lebendige Sprache zu schützen und zu fördern.



Naturheilpraxis im Engadin.

Während des Besuchs vor Ort im Jahr 2013 wurden erstmals Sprechende des Patois (oder Frankoprovenzalische) und ihre Vereine eingeladen, über ihr Anliegen zu sprechen, das Patois neu durch die Charta zu schützen. Die Zeit ist günstig: Die Einstellungen gegenüber dem Patois sind positiv, es besteht der Wille zum Erhalt dieser äußerst gefährdeten Sprache, es gibt eine internationale Vernetzung mit benachbarten Regionen in Frankreich und dem Aostatal und es entwickeln sich Initiativen in Schulen und im kulturellen Bereich. Der Sachverständigenausschuss bittet nun die Schweizer Behörden, in Zusammenarbeit mit den jeweiligen kantonalen Behörden und den Vertretern der Patoisants zu überprüfen, ob das Patois eine Regional- oder Minderheitensprache im Sinne von Art. 1a der Charta ist und im nächsten periodischen Bericht darüber ihre Schlüsse darzulegen. ▶

CLAUDINE BROHY

Universität Fribourg/Freiburg, Schweiz

L'allemand est alsacien et l'alsacien, c'est de l'allemand !

Il existe un débat alsaco-alsacien sur la définition de la langue régionale : est-ce l'alsacien, l'allemand ou les deux ?

Ce débat montre combien sont grandes les interférences psycho-historiques et les manipulations politico-linguistiques. Nommer la langue est toujours un parti pris en même temps qu'une identification et un signe.

Le terme « alsacien » désigne en fait un ensemble de dialectes – le francique rhénan, le bas-alémanique du nord, le bas-alémanique du sud et le haut alémanique – et laisse croire à l'existence d'une langue unifiée et codifiée dans l'espace et dans le temps. En réalité, il s'agit de modalités d'expression d'un système de communication plus large – l'allemand – d'un niveau de communication à l'intérieur d'un même système linguistique. Affirmer le contraire, c'est faire de la politique, c'est donner raison à ceux qui ont prononcé des interdits en 1945 contre l'allemand, c'est finalement « patoisiser¹ » la langue régionale.

Germanophones, pas « alsacophones »

Naguère, les Alsaciens disaient « *Ditsch*² » ou « *Elsasserditsch* », c'est-à-dire allemand ou allemand alsacien, pour désigner la langue qu'ils parlaient, comme les Suisses disent « *Schwitzerdütsch* », allemand suisse. Ils disaient aussi *Ditsch* lorsqu'ils désignaient la langue dans laquelle ils écrivaient, lisaient, chantaient, priaient, jouaient du théâtre, c'est-à-dire l'allemand standard. Ce faisant, ils se reconnaissaient comme membres d'une vaste communauté linguistique. Lorsqu'ils parlent leurs dialectes, les Alsaciens sont, qu'on le veuille ou non, des germanophones.

Vouloir en faire des « alsacophones » constitue l'une des raisons qui explique l'appauvrissement quantitatif et qualitatif de la pratique dialectale. C'est la coupure avec la langue de culture de référence, la langue-mère, le standard allemand, qui a supprimé une source d'enrichissement des dialectes. Conserver l'allemand standard est d'une impérieuse nécessité, parce qu'il nourrit le « dialecte³ », en fait une langue moderne et participe ainsi à sa survie, parce qu'il ouvre sur un paysage culturel vaste et universel, parce qu'il nous met directement en communication avec plus de 100 millions d'Européens.

Ne nous trompons pas de cible : dialecte et standard, nous avons besoin des deux, l'un jus-

tifie l'autre, l'un a besoin de l'autre. L'allemand est alsacien et l'alsacien, c'est de l'allemand, une langue qui, au côté de la langue française, nous ouvre à l'une des plus grandes cultures d'Europe en même temps qu'au marché du travail et à la communication transfrontière, tant économique que culturelle. C'est cela, la vraie modernité. Allemand dialectal d'Alsace et allemand standard trouveront une place dans la société alsacienne, y vivront ensemble chacun à sa place ou, dans le cas contraire, y disparaîtront ensemble. La dissociation des dialectes du standard allemand, l'évacuation de ce dernier dans l'étrangéité et la réduction au seul dialecte de la défense de la langue régionale, conduisent à une marginalisation de l'Alsace et à une provincialisation de la culture alsacienne.

Vouloir aujourd'hui créer un standard alsacien constitue une chimère dont la conséquence serait le provincialisme et le repli sur soi si elle pouvait se réaliser. On ne va pas créer, *ex nihilo*, une langue écrite et unifiée alsacienne, se couper du monde germanophone au moment où nos dialectes sont dans un état de faiblesse extrême. À moins que l'on veuille simplement réserver un rang subalterne voire artificiel à la langue régionale. Par ailleurs, un « alsacien standard », s'il fallait le créer, prendrait un caractère beaucoup trop artificiel, aurait un effet unificateur au détriment de la riche variété dialectale existante. D'ailleurs, cela ne pourrait pas se faire sans puiser énormément au standard allemand. Le standard alsacien serait de toute façon du standard allemand à 80 % au moins. C'est une orientation que les Alsaciens, dans leur longue histoire, comme leurs voisins les Suisses germanophones, ou encore les Badois par exemple, n'ont jamais voulu prendre. Il est faux de prétendre, comme on l'entend parfois, que nos dialectes auraient depuis le XVII^e siècle évolué d'une manière divergente de l'allemand littéraire au point de constituer aujourd'hui une langue spécifique.

Il est vrai qu'aujourd'hui l'allemand standard est victime d'un rejet d'ordre psychologique et que les Alsaciens le ressentent comme une langue étrangère : c'est le résultat d'un endoctrinement, d'une construction voulue par ceux qui détiennent le pouvoir linguistique, d'un anti-germanisme que les Alsaciens ont été amenés à tourner contre eux-mêmes ; c'est la conséquence d'une discrimination institutionnelle.

La vision défendue par tous ceux qui ont sin-



Les premiers écrits en langue allemande sont... alsaciens.

cièrement étudié ce sujet et qui sont attachés au bilinguisme de notre région, consiste à considérer que le concept d'une langue régionale désigne en Alsace et en Moselle, une forme essentiellement orale, l'allemand dialectal d'Alsace et de Moselle, et une forme essentiellement écrite et langue de culture de référence des dialectes, l'allemand littéraire ou standard encore appelé allemand tout court. Il convient donc de nommer la langue régionale par son nom, l'allemand, et de dire que les Alsaciens sont germanophones lorsqu'ils parlent leur langue régionale.

Le *Ditsch* d'Alsace, le *Ditsch* en Alsace

L'allemand standard, en tant qu'expression écrite, est chez lui ici depuis des siècles et cela nous a plutôt été très utile. Les formes parlées de l'allemand – les dialectes alémaniques et franciques – sont employées en Alsace depuis plus de 1000 ans, c'est-à-dire depuis que l'Alsace existe. Rappelons que le premier poème (830), la première charte⁴ (1251), la première chronique (1362), la première bible imprimée (1466), la première messe (1524), le premier roman (1557), le premier journal (1609)... en langue allemande sont alsaciens. L'allemand littéraire ou standard tel qu'il s'est constitué au XVI^e siècle a été enseigné à toute la population scolaire alsacienne, depuis qu'il s'enseigne, durant des siècles et sans interruption jusqu'en 1945. C'est lui qui nous a permis pendant tout ce temps et qui nous permet encore aujourd'hui pour ceux qui le maîtrisent, de participer à une grande culture. Lire Goethe, Kant, Luther, Freud, Marx, Einstein, Schweitzer dans le texte, excusez du peu. Une grande partie de notre histoire et tous nos arts et traditions populaires sont codifiés en allemand littéraire ou standard. Oui, l'allemand sous toutes ses formes était, est, une langue d'Alsace. Il n'a pas été importé, il est d'ici.

Fille de géographie

La déconstruction a été assez rapide. La reconstruction, si elle doit avoir lieu, se heurte au fait que les esprits ont été formatés à l'acceptation, voire à la reproduction de la politique linguistique poursuivie en haut lieu⁵.

Mais l'Alsace est fille de géographie. L'identité première de l'Alsace est géographique. C'est parce qu'elle est située là où elle est, à l'extrémité occidentale de la *Mitteleuropa*, dans l'espace du Rhin Supérieur, qu'elle est devenue une région de langue allemande, comme les Cantons du nord de la Suisse, le Pays de Bade ou le Palatinat. Avant d'être un territoire, elle est un espace. C'est dans cet espace qu'elle doit pouvoir plus que jamais s'inscrire pleinement. ► **PIERRE KLEIN**

1. Le tournant de la « patoisisation » : à partir du milieu du XIX^e siècle seulement, la France tentera de séparer les dialectes de l'allemand qui, selon cette idéologie, ne participeraient pas, ne procéderaient pas de la même langue. Cette dissociation a évidemment pour but de faire considérer l'allemand comme une langue étrangère à l'Alsace et ainsi de soustraire celle-ci de la culture d'expression allemande et de l'universalité qu'elle constitue et, à terme, de la « germanophonie ». Les dialectes ainsi privés de la langue de culture de référence ou « langue-mère », ne devaient bientôt plus servir à grand-chose sinon, au mieux, à la seule sphère privée, à une poésie régionale et à un théâtre populaire. On va s'évertuer à diffuser l'idée que ces dialectes n'ont qu'un rapport très éloigné avec le standard, qu'ils ne sont pas allemands, mais alsaciens ou encore celtes (eh oui !). La *patoisisation*, qui était déjà bien installée ailleurs en France, a alors débuté en Alsace. Ceux qui l'ont installée misaient sur le fait que les dialectes d'Alsace détachés de la langue-mère, face à l'omniprésence et à l'omnipotence du français, ne pèseraient pas bien lourd, pas plus que le picard, le champenois ou le poitevin.

2. Le terme « deutsch » (= allemand) apparaît pour la première fois en 786 sous la forme latine *theodiscus* dans un texte de Georg von Ostia. Il trouve son origine dans l'adjectif francique de l'ouest *theudiska* (theudo = Volk => theudiska = populaire, ce qui appartient au peuple). Il réapparaît en 788 au Reichstag (Diète) zu

Deux systèmes étatiques, deux systèmes linguistiques

La France est un État unitaire centralisé, l'Allemagne un État fédéral. Cette caractéristique politique fondamentale a aussi marqué l'histoire du développement des deux langues française et allemande, tant il est vrai que les langues sont autant des réalités politiques que linguistiques.

Le français est un des dialectes romans existant dans la moitié nord du territoire de la France actuelle. Langue du Roi, ce dialecte de la région de l'Île de France va être érigé en langue du Royaume grâce au pouvoir politique. Langue de la Cour, la classe cultivée va s'y identifier. Le français devient ainsi la langue du pouvoir (noblesse et bourgeoisie), du savoir, de la richesse et de la réussite sociale, soit une fraction limitée mais essentielle de la société. Il est très tôt une vraie langue de communication sur une grande échelle. Si toute l'intelligentsia parle (et écrit) ainsi très tôt français, une part importante de la population ne le parlera pas jusque vers la fin du XIX^e siècle.

Les régions germanophones sont restées caractérisées par une grande division en une multitude de dialectes. À partir du XVI^e siècle, sous l'effet de l'imprimerie, des échanges juridiques et commerciaux, et en liaison avec

la traduction de la bible en langue du peuple, les acteurs de ces échanges vont dégager une langue écrite commune à partir d'emprunts aux dialectes des régions les plus actives. Cela deviendra l'allemand standard. Celui-ci n'est pas le dialecte d'une des régions de l'Allemagne qui s'est imposé aux autres. Pendant longtemps aussi, ce ne sera pas une langue véhiculaire orale : cela restera une *Schriftsprache*, la langue commune de l'échange écrit que presque personne ne parlera, chacun continuant à communiquer oralement dans son dialecte et seuls les lettrés maîtrisant ce standard. Cette situation valait aussi pour l'Alsace : comme ailleurs, les échanges oraux s'effectuaient longtemps en dialecte uniquement, le standard, maîtrisé par une frange limitée de la population, ne servant qu'à l'écrit et pour des échanges supra-régionaux.

Avec l'avènement de l'Empire allemand de 1871, grâce au développement de la scolarisation et de l'administration, la *Schriftsprache* deviendra aussi une langue de communication orale pour une part grandissante de la population. L'avènement de la radio achèvera cette mutation. ►

Ingelheim, où il est question de *theodisca lingua*. Puis en 813, lorsque Charlemagne demande au clergé de ne plus prêcher uniquement en latin, mais aussi dans les langues romane et tudesque, *in rusticam Romanam linguam aut Theodiscam*. *Theodiscus* ne devait être initialement employé que par les clercs et que pour désigner ce qui est populaire, en l'occurrence la langue populaire, c'est-à-dire le germanique de l'Ouest (= bas-allemand + haut-allemand). Historiquement donc, tout ce qui n'est pas roman est Deutsch, c'est-à-dire l'ensemble linguistique allemand qui regroupe aussi bien le

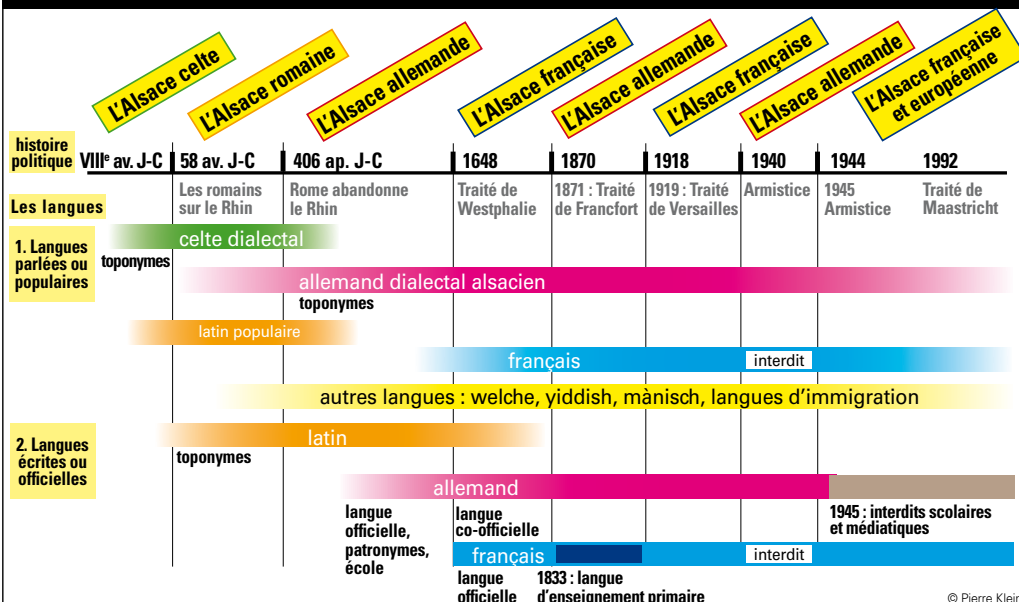
bas-allemand que le moyen-allemand et l'allemand supérieur. On y trouve aussi bien le saxon que le francique, l'alémanique et le bavarois. Le terme Haut-allemand a une triple signification. Il désigne une aire géographique (tout ce qui est parlé dans celle-ci est allemand), deux familles de dialectes (le moyen allemand et l'allemand supérieur) et l'allemand littéraire ou standard, la koiné. Contrairement au français, à l'italien et à l'espagnol, respectivement issu du francien, du toscan et du castillan, l'allemand n'est pas issu d'un seul dialecte. Le terme désigne d'emblée un ensemble de dialectes.

3. Comment, par exemple, dire en dialecte collectivités territoriales, banque de données ou encore avortement et carburateur ? Il faut puiser à l'allemand standard : *Gebietskörperschaften*, *Datenbank*, *Abtreibung*, *Vergaser* et les adapter en dialecte *Gebietskoerperschäfte*, *Dätebänk*, *Abtriwung*, *Vergässer*. Il s'agit d'une (re)lexification endogène, c'est-à-dire que le signifiant vient de la même langue.

4. C'est à Lautenbach, suivie de peu par Strasbourg, que pour la première fois l'allemand devient langue officielle et administrative.

5. En réalité, il est plutôt question d'une construction nouvelle, tant les données socio- et psycholinguistiques ont changé. Il faudra du temps et de la pédagogie, de la persévérance et du courage, et ne pas perdre de vue l'objectif à atteindre, à savoir le bilinguisme français/allemand standard - allemand dialectal d'Alsace, sans oublier les autres langues d'Alsace et d'ailleurs. Une Alsace multilingue et des Alsaciens plurilingues donc !

HISTOIRE LINGUISTIQUE DE L'ALSACE



© Pierre Klein

Les six règles d'or de l'apprentissage précoce

L'enseignement bilingue tel qu'il fonctionne dans les écoles A.B.C.M. Zweisprachigkeit met en œuvre six principes de l'apprentissage précoce des langues, définis par la psycholinguistique acquisitionnelle.

1

Apprendre sans effort

Les jeunes enfants ont un contact tout à fait différent avec les langues que les adolescents ou les adultes. Ils apprennent par mimétisme et répétition, sous forme de jeu, sans effort. Les mécanismes qu'ils mettent en œuvre de façon inconsciente pour apprendre une nouvelle langue sont les mêmes que ceux mis en œuvre pour l'apprentissage de leur langue maternelle, c'est-à-dire le français pour la plupart d'entre eux. Ces mécanismes, de types intuitifs et expérimentaux, donnent des résultats spectaculaires, tant sont grandes les capacités des jeunes enfants pour apprendre les langues.

Ces capacités baissent progressivement avec l'âge : jusqu'à 6 ans, l'enfant peut acquérir naturellement une ou plusieurs langues. En entrant à l'école à 3 ans, l'acquisition de la langue seconde souffre déjà d'un handicap de départ. C'est pour cela que la durée d'exposition doit être adaptée, plus particulièrement à l'école maternelle. ▶

4

La continuité

Un enseignement bilingue n'a de sens que s'il est assuré sur l'ensemble de la scolarité. L'acquisition de la langue seconde s'effectue de façon progressive à l'image de l'acquisition de la langue maternelle. L'enfant franchit un certain nombre d'étapes qui mèneront progressivement à la maîtrise des énoncés dans la langue seconde. ▶

2

Une durée d'exposition suffisamment longue

Pour que les mécanismes intuitifs et expérimentaux donnent des résultats optimaux chez les jeunes enfants, il est nécessaire que le temps d'exposition à la seconde langue soit suffisamment long. Un simple contact de quelques heures par semaine est totalement inefficace. Même si les enfants sont en contact avec les deux langues de manière paritaire, dans leur vie extra-scolaire, le français est fortement majoritaire. Il est donc indispensable d'augmenter la part de la langue seconde afin de pouvoir amener les enfants vers un bilinguisme plus équilibré. Rapporté au nombre annuel de semaines de scolarisation, l'enseignement bilingue à parité horaire correspond à une exposition à la langue seconde d'environ 1 heure/jour en moyenne sur l'année, jusqu'au CM2 au moins. Les psycholinguistes, dont Jean Petit, estiment nécessaire une pratique de la langue seconde d'au moins 2h/jour tout au long de l'année pour une acquisition naturelle de la langue, ce qui correspond à une immersion totale dans le cadre scolaire. L'idéal est représenté par l'immersion totale pratiquée par les écoles bretonnes (Diwan), basques (Ikastolas), catalanes (Bressola) ou occitanes (Calendretas) jusqu'en fin de CP. Elles ont près de 40 ans d'expérience. ▶

5

Un maître de référence

Selon le principe «un maître, une langue», les enfants ont deux enseignants : le premier leur parle uniquement en français, le second uniquement en allemand. De cette façon, les enfants identifient chaque langue à l'enseignant qui leur parle cette langue. Avec l'évolution amorcée dès 2004 de la mise en place de l'immersion compensatoire en langue régionale dialectale dans les écoles maternelles A.B.C.M. Zweisprachigkeit, le postulat «un maître, une langue» a évolué en «un maître de référence pour la langue seconde». Ainsi, le maître référent pour la langue seconde est bien l'enseignant en langue allemande. Il est une source de motivation pour les enfants pour l'acquisition de la langue par rapport à son besoin de communiquer avec le maître référent. L'enseignement en langue régionale dialectale complète et renforce l'allemand standard. ▶



3

La langue, vecteur de communication

L'enseignement dans la langue a la primauté sur l'enseignement de la langue. Ce dernier n'est évidemment pas proscrit, mais il n'apparaît et ne se développe pleinement que postérieurement à l'acquisition intuitive par les stratégies naturelles et inconscientes. La langue régionale est utilisée de manière instrumentale comme «bonne à tout faire» pour les activités habituelles effectuées à l'école ou en périscolaire. Il convient donc de différencier la pédagogie active de la pédagogie frontale. Dans ce contexte, la comparaison des quotas horaires des deux pédagogies n'est pas possible. ▶

6

Recourir à des «native speaker»

Il est primordial que les enseignants en allemand soient des locuteurs de langue maternelle allemande, donc des «native speaker» ou des personnes ayant la même aisance et les mêmes compétences afin que l'enfant qui apprend par mimétisme, puisse acquérir correctement les phonèmes. La qualité de langue atteinte par les enfants sera fonction de la qualité de langue offerte par l'enseignant. Le respect de ce principe correspond à un respect de la langue seconde. Car les écoles A.B.C.M. Zweisprachigkeit ne hiérarchisent ni les langues, ni les cultures. ▶

Haute- Alsace et Corse prennent langue...

Ils se sont mis à la polyphonie et ont entonné le même refrain : celui de la promotion des langues régionales. En décembre dernier, les exécutifs haut-rhinois et corse ont signé la « Déclaration de Colmar ». Objectif : favoriser le bilinguisme en Haut-Alsace et sur l'île de beauté.

Il avoue y avoir mis les pieds en tout et pour tout « *six heures dans sa vie* », en Corse, Charles Buttner, le président du Conseil général du Haut-Rhin. « *Ma grand-mère était originaire de Guebwiller* », raconte Paul Giacobbi, le président du Conseil exécutif de Corse. Cela faisait au moins déjà deux points communs. Le troisième « *est venu tout naturellement* », poursuit Charles Buttner : c'est la langue. Évidemment pas la même, version grammaire et orthographe. Mais la même au plan... plus philosophique, « *celle de notre terre* », affirment les deux élus qui ont signé en décembre dernier une charte de promotion des langues régionales corse et alsacienne. L'événement s'est déroulé à Colmar, au Conseil général du Haut-Rhin et ce au terme d'un séminaire de trois jours entre les élus alsaciens et corses. « *C'est là un acte fondamentalement politique* », a commenté Pierre Ghiongia, le conseiller exécutif en charge de la langue à la collectivité territoriale de Corse qui était du voyage. Fondamentalement politique car le Haut-Rhin a repris à son tour la revendication de l'officialité des langues française et régionale, re-



Paul Giacobbi et Charles Buttner ont signé une charte de promotion du bilinguisme : la « Déclaration de Colmar ».

vendication auparavant formulée uniquement en Corse.

Une résonance à Paris

La démarche semble avoir eu une certaine résonance à Paris puisque depuis, le gouvernement a entamé les démarches visant à ratifier la charte européenne des langues minoritaires. Cette « *Déclaration de Colmar* », commune à la Haute-Alsace et à la Corse y a-t-elle été pour quelque chose ? Charles Buttner y croit. Et l'a dit. Il est vrai que Paul Giacobbi est un député influent (radical de gauche) qui, de surcroît, siège sur les bancs de la majorité actuelle. Il fut d'ailleurs parmi les parlementaires qui sont montés à la tribune pour défendre cette ratification en répétant ce qu'il avait déjà dit à Colmar, balayant d'un revers de main les vieilles peurs qui hantent encore trop les allées du pouvoir français. « *On n'est pas Français de la même manière selon les territoires. Le reconnaître n'est pas une menace pour la République, mais une confortation de la République* ».

Viser la jeunesse

Pour Charles Buttner, il ne fait aucun doute qu'il faut viser la jeunesse. La « *Déclaration de Colmar* » suggère ainsi davantage d'immersion en langue régionale, voire l'immersion totale en maternelle. Il appelle également de ses vœux une plus large visibilité de la langue régionale dans l'espace public (plaques

de rue, panneaux d'entrée d'agglomération). En tous les cas, les deux collectivités semblent vouloir s'inspirer des initiatives de l'une et l'autre.

Lingua corsa - Lingua ufficiale

Sur l'île de beauté, le nombre de locuteurs corses – cette langue latine proche du toscan – est estimé à 90 000, un seuil très limite pour garantir la transmission. En revanche, la sauvegarde de cette langue suscite un large consensus au sein de la société corse. Portée depuis de longues années par les mouvements nationalistes, l'officialisation de la langue corse rassemble aujourd'hui la quasi-totalité des forces politiques. Selon un sondage du journal *Corse-Matin*, 90 % des insulaires souhaitent une île totalement bilingue. Élément essentiel : la jeunesse corse a pris totale conscience de la richesse de parler plusieurs langues. L'enseignement bilingue est proposé dans presque toutes les écoles corses. Le chant corse est (re)devenu très tendance. Les groupes foisonnent sur l'île. L'université de Corti a récemment ouvert un nouveau cursus pour former des journalistes bilingues destinés à travailler dans les médias de l'île. Cette jeunesse, mobilisée pour la sauvegarde de sa langue, a d'ailleurs prouvé sa détermination mi-février à Corti : 1 500 lycéens et étudiants ont manifesté dans les rues de la capitale historique de la Corse derrière la banderole « *Lingua corsa - Lingua ufficiale* ». ► JULIEN STEINHAUSER

Vérité en-deçà du Rhin, erreur au-delà



Scène quotidienne sur le parking d'un grand magasin à Kehl : les immatriculations 67 sont légion.

L'économie de l'Alsace se porte mal : mesurée par le PIB par habitant – le produit intérieur brut est un indicateur de production de richesse – nous sommes de plus en plus distancés par la Suisse du Nord-Ouest et le Pays de Bade.

Le chômage augmente chez nous alors qu'il diminue chez nos voisins ; notre situation compétitive se détériore ; tout est plus cher en Alsace qu'en Allemagne. À écouter pourtant certains responsables économiques, le problème ne serait pas chez nous, mais chez nos voisins. Ce n'est pas notre organisation économique qui est mauvaise : c'est la leur qui est trop performante !

Au cours de la grande journée de l'économie alsacienne organisée par les Chambres consulaires alsaciennes (Chambre des Métiers, Chambre d'agriculture, Chambre d'industrie et du commerce) à l'occasion de la Foire européenne de Strasbourg en automne dernier, les seuls applaudissements nourris sont allés à la critique de nos voisins : ils paient trop peu leurs travailleurs immigrés alors que nous appliquons le salaire minimum aux nôtres, ils ont des normes moins strictes, ils n'ont pas les mêmes contraintes. C'est donc normal qu'ils soient moins chers. Mais leur concurrence est déloyale. Conclusion : il faut aller demander des compensations à Paris.

Les perdants veulent faire la loi

Ces réactions sont bien dans la tonalité générale des médias français. Nous allons mal ; ils vont bien ; donc c'est à eux de changer... pour devenir aussi mauvais que nous. Les « perdants » expliquent aux « gagnants » ce qu'ils doivent changer : il faut que les Allemands modifient leurs choix économiques, qu'ils consomment plus et qu'ils augmentent leurs charges, afin de devenir aussi médiocres que nous !

Au lieu de s'interroger sur les raisons de nos faiblesses économiques, on réactive les réflexes anti-allemands inculqués depuis quatre-vingt-dix ans. Si les Allemands sont meilleurs que nous, ce n'est pas que notre système n'est pas performant, mais parce qu'ils ne sont pas des concurrents « loyaux ».

Nous serions pourtant bien inspirés de prendre exemple sur les méthodes et les solutions allemandes. Leur compétitivité est le résultat d'un ensemble d'attitudes culturelles qui étaient aussi les nôtres mais

que nous avons peu à peu abandonnées en nous insérant dans un modèle étatique centralisé. Comme nous n'osons pas dire que ce modèle ne nous convient pas, nous devons critiquer celui de nos voisins.

Universités pour futurs chômeurs

Ainsi, les Allemands ont des « travailleurs pauvres », Mais nous, nous avons des chômeurs pauvres, qui ne gagnent pas davantage. Ce que nous avons voulu faire avec le RSA (revenu de solidarité active), eux l'ont réussi. Mais au lieu de comprendre pourquoi cela ne marche pas chez nous, nous leur faisons le reproche de leur efficacité. Eux, ils ont réussi à orienter une partie importante des jeunes vers une formation professionnelle de qualité. Nous, nous remplissons nos universités de futurs chômeurs : c'est bien la preuve que notre système d'enseignement est plus démocratique que le leur !

À Kehl, vous pouvez faire vos courses en français ; à Strasbourg, quand des étrangers veulent faire leurs achats en allemand, on leur explique que l'on « est en France, ici ! ». Les syndicats ne sont pas en reste : l'idée d'assouplir le droit du travail français pour les entreprises suisses de l'Euroairport est inadmissible : comme chez *Le malade imaginaire* de Molière, il vaut mieux être mort (économiquement) selon les règles que bien-portant en contradiction avec elles.

La Bretagne vient de prendre conscience de la gravité de sa situation. Elle devra trouver en elle-même plutôt que dans la seule critique du pouvoir parisien les voies de sa remise en ordre.

La situation de l'Alsace n'est guère meilleure. À nous aussi de faire de l'ordre chez nous. Et au lieu de demander à Paris des aides et soutiens qui ne viendront de toute façon pas de la part d'un État en situation de quasi-faillite, exigeons qu'on nous laisse au moins nous organiser nous-mêmes aussi bien que nos voisins.

Il faut que nous retrouvions la capacité d'une vraie autonomie d'action comme nos voisins. Et si nécessaire que nous allions chercher les modèles chez eux plutôt qu'à Paris... ▶

Von Glas, Glashütten und Glaskunst

Zerbrechlich dünn oder dickwandig, durchsichtig oder trüb, kristallklar oder farbig kann es sein, das Glas, das seit Jahrtausenden die Menschen fasziniert und zu immer neuen Anwendungen und Schöpfungen anregt.

Kinder – von früher und vielleicht auch noch von heute – konnten und können sich mit bunten Glasscherben eine farbige «Anderswelt» schaffen. Hellgrüne oder dunkelgrüne Flaschenscherben zaubern je nach Sonneneinfall eine grünschimmernde, helle oder dunkle Waldwelt herbei. Bei braunen Scherben sieht man sich in eine braun-samtige Unterwelt versetzt. Am seltensten und begehrtesten sind blaue Scherben, die nur schwer zu beschaffen sind. Mit ihnen vor Augen kann man mit ein wenig Einbildungskraft in Meerestiefen eintauchen.

Frühstes Glas

Es ist nicht bekannt, wann und wie die Menschen entdeckten, dass man aus Kieselsäure-haltigem Sand, Kalkstein und Pottasche bei grosser Hitze einen flüssigen Brei erzeugen konnte, der beim Erstarren eine neue harte Materie ergab: das Glas. Die frühesten Glasgegenstände sind in Ägypten gefundene Perlen (2500 vor Christus) und ein grüner Glasstab (2600 vor Christus), der in Eshnuma (Babylonien) entdeckt wurde. Der ägyptische Herrscher Sesostri III. ließ 1643 vor Christus eine Bildsäule aus grünem Glas aufstellen. Zwei kleine Vasen mit dem Namen des Thutmosis (etwa 1500 vor Christus) gehören zu den ältesten datierbaren Glasgefäßen. Sie sind aus undurchsichtigem Glas und mit einer bunten Fadenverzierung versehen. Die Glasgefäße sind nicht sehr groß und dienten zum Aufbewahren von Schminke und anderen Schönheitsmitteln. Es ist umstritten, ob im klassischen Griechenland Glashütten bestanden, wobei – auf das sechste vorchristliche

Jahrhundert datierte – Glasfunde auf den griechisch besiedelten ägäischen Inseln, in Sizilien oder Italien auf Importe aus der übrigen griechischen Welt verweisen. Besonders wichtig werden die Glasmanufakturen von Alexandria, die sich unter den Ptolemäern entwickelten und bis in die späte römische Kaiserzeit einen bedeutenden Handel mit farbigem Hohlglas und mit Mosaiken in der ganzen damals bekannte Welt betrieben. Neue Techniken wurden entwickelt. Die Gefäße und Glasgebilde wurden nicht mehr ausschließlich aus der Glasmasse herausgeschnitten. Glasbläserei und Formgießen entwickelten sich, wobei die Entdeckung der Glasbläserei wohl syrischen Glasern zuzuschreiben ist.

Im Rheintal

Syrische Glasarbeiter begaben sich als Gastarbeiter oder Wanderarbeiter in alle Gegenden und Länder des Mittelmeers, wo ihre Fähigkeiten gefragt waren. Ihre Anwesenheit im Italien des ersten nachchristlichen Jahrhunderts bewirkte einen bedeutenden Fortschritt der Glasherstellung im kaiserlichen Italien, wo vor allem die Kunst der Glasgravur ihren Aufschwung nahm. Eines der schönsten Beispiele ist die sogenannte «Portland Vase», die im Britischen Museum in London aufbewahrt ist. Ausgehend von Italien breitete sich, parallel zur Töpferei, auch die Glasherstellung im nördlichen Gallien aus, wobei für das Rhonetal und das Rheintal die meisten Niederlassungen bezeugt sind. Auch hier ist der Beitrag der aus den römischen Ostprovinzen eingewanderten Glasfachleute von großer Bedeutung. Das macht sich – obwohl die Glasherstellung



Die Pfauenlampe (Musée Lalique / Wingen)

© Photo Pierre Guntz.

unzweifelhaft «römischen» Charakter aufweist – vor allem in der Art der Verzierung bei den sogenannten «Schlangenfadengläsern» bemerkbar. Eine blühende Glasindustrie ist für das dritte und vierte Jahrhundert nach Christus in und um Köln belegt. Der Zusammenbruch des Römischen Reichs hatte beträchtliche Einwirkungen auf die Glasherstellung. Während sich im Osten des Römischen Reichs das Glashandwerk in den großen Stadtzentren ungestört weiter entwickelte und in Venedig ab dem 10. Jahrhundert ein florierendes Glaskunsthandwerk entstand, zerfielen im Norden des Reichs die städtischen Glaszentren. Die Glasherstellung wurde von vielen kleinen und kleinsten Familienbetrieben fortgesetzt, die sich in den Wäldern niederließen, wo sie genügend Brennmaterial für die Brennöfen fanden. Die Formen wurden immer einfacher. Das Glasmaterial vergrößerte, war mehr oder weniger opak, von grünlicher oder gelblicher Farbe und mit einigen Glasfäden verziert. Nach einigen Auf und Ab im Mittelalter kam es im 16. und 17. Jahrhundert zur Bildung einer «Nürnberger Schule», die als deutsches Markenzeichen aus dem grünen «Waldglas» die typischen «Krautstrunkgläser» und die sogenannten «Römer» schufen.

Im Elsass

Die ersten Glashütten im Elsass waren Wanderglashütten, die aufgegeben wurden, wenn die für die Glasherstellung notwendigen Materialien aufgebraucht waren. Die Glaserfamilien zogen dann weiter und suchten einen anderen Herstellungsort, wo Sand (Silizium), Kalk, Holz und Wasser vorhanden waren. Die Glaser waren nicht die einzigen, die vom Wald lebten. Ihre Konkurrenten waren die Köhler, die Harzer, die Bauern (die ihre Tiere zum Weiden und zur Eichelmast in den Wald schickten) und in manchen Vogesengegenden und im Schwarzwald die Flößer. Die ersten «Glasmacher» kamen im fünfzehnten Jahrhundert aus Baden, Württemberg oder Hessen in das Elsass. Unter ihnen waren die Familien der Stenger, der Glaser, der Greiner, die sich definitiv im Nordelsass niederließen. Im Südelssass waren es vor allem Schweizer Glasmacher aus der Gegend um Solothurn, die als Spezialität die Herstellung von Perlen für Rosenkränze mitbrachten.

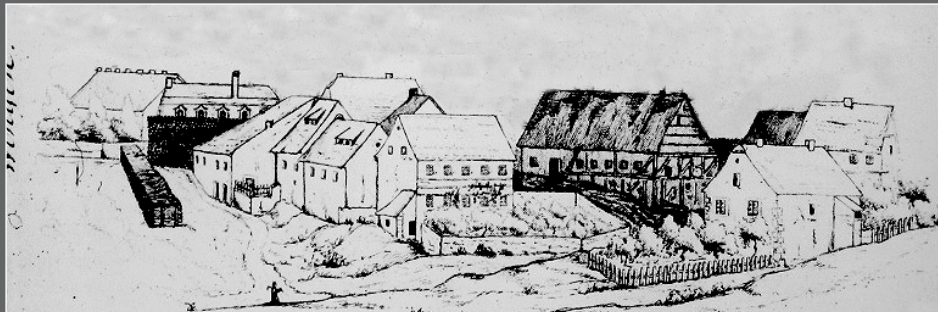
Inzucht

Im 16. Jahrhundert zählte man in der Lützelsteiner Gegend (La Petite Pierre) etwa zwanzig als «elsässisch» betrachtete Glaserfamilien, die die Namen Göbel, Reppert, Fischer, Kesselring trugen, sich hauptsächlich mit der Herstellung von Hohlgläsern, Flaschen und Bechern beschäftigten und diese Ware vor allem bei einer deutschen Kundschaft absetzten. Die Glaser besaßen einen ausgeprägten Kastensinn. Sie blieben unter sich, verkehrten und verheirateten sich nur unter Glaserfamilien. Eine Art von Inzucht, die im Laufe der Zeit ihre Spuren hinterließ. Im wirt-



Raffinierte Parfumflakons (Musée Lalique / Wingen)

© Photo Pierre Guntz.



Der Hochberg im Jahr 1839

© Stadtbibliothek Strassburg.

schaftlich schwierigen Kontext des siebzehnten Jahrhunderts – vor und nach den Wirren des Dreißigjährigen Kriegs – kam es noch einmal zu einer massiven Einwanderung deutscher Glaserfamilien, von denen nur wenige wirtschaftlich überlebten. «Die Niederlassung der Glashütten – schrieb der elsässische „Protestabgeordnete“ von 1871 und Mitbesitzer der Glashütte des „Hochbergs“ Edouard Teutsch – erfolgte seit dem Ende des 17. Jahrhunderts mit der Zustimmung der Grundherren, die sich von der Anwesenheit der Glaser und dem sich daraus ergebenden Handel mit anderen Gegenden und Ländern eine Aufwertung ihres Waldbesitzes erhofften.»

Wir / saßen im Glashaus / weit offen / die Türen und Fenster / sie / warfen mit Steinen nach uns / Tage, Jahre vergingen / bevor wir wagten / neue Fenster einzusetzen / kein Stein flog / sie hatten sich / an uns gewöhnt.

Im 18. Jahrhundert war das nordelsässische Wingen ein kleiner Weiler namens «Wingener Hof». Umgeben von herrschaftlichem Waldgebiet schmiegt sich einige wenige Bauernhöfe um eine kleine Kapelle. 1707 erteilte Graf Christian von Lützelstein dem Landwirt Jean Krebs die Erlaubnis, eine Glashütte zu errichten. Zur selben Zeit entstand die Glashütte von Meisenthal, die zwischen 1867 und 1897 die Glaskunstwerke von Emile Gallé produzieren sollte. Und da war Goetzenbrück, wo man sich im 19. Jahrhundert auf die Herstellung von Uhren- und Brillengläsern spezialisierte. Nur wenige hundert Meter von der Wingener Glashütte entfernt errichtete Jean-Adam Stenger im Jahr 1715 die Glashütte des «Hochberg», dessen Gelände zur Grafschaft Hanau-Lichtenberg gehörte und vom Grafen den Stengers für eine jährliche Summe von 225 Florins in Erbpacht gegeben wurde. Als 1789 der damalige Baron de Dietrich die Hochberger Glashütte besuchte, berichtete er, dass dort hauptsächlich Fensterglas und Uhren-glas hergestellt wurde. Die Wingener Glashütte dagegen hatte – aus Holz-mangel – schon 1758 ihre Tätigkeit eingestellt.

Auch die «Hochberger Glashütte», die sich im 19. Jahrhundert auf Hohlglas, auf Flach- und Hohlziegel spezialisierte, litt unter immer grösserem Holz-mangel (sie benötigte jährlich zwischen 6 000 und 8 000 Ster Holz) und fehlendem Absatz. Sie musste 1868 schließen. Die Mehrzahl der Glaser verließ Wingen und versuchte in Lothringen Arbeit zu finden. Wieder andere blieben in Wingen als Tagelöhner und Landarbeiter. Erst 1921 – dank einem gewissen René Lalique (1860-1945) – konnte Wingen wieder an seine Glashandwerks-Tradition anknüpfen.

Die Glaskunstwerke des René Lalique

René Lalique galt schon am Ende des 19. Jahrhunderts als einer der besten «Schmuck-Designer» (Art nouveau/Jugendstil und Art déco) und Schöpfer origineller Parfumflakons. Er hatte sich 1890 in der Pariser Gegend eine Glaswerkstatt eingerichtet, wo er Gold, Email und Glas kombinierte. Die Emailarbeit «kennzeichnet bei Lalique den Übergang von der Schmuckherstellung zur Glasproduktion.» Er erkundete den «Werkstoff Glas», um kostengünstige Produkte anzubieten und Kunst und Gewerbe miteinander zu verbinden. Im Jahr 1918 gründete René Lalique die elsässische Glasfabrik, die «Verrerie d'Alsace», in Wingen, die 1921 feierlich eröffnet wurde. In neoklassischem, geometrischem Stil widmete er sich unter anderem dem für ihn neuen Sektor der «Tafelkunst». Doch Pflanzen, Blumen und weibliche Körper sind weiterhin seine wichtigsten Ornamentik-motive. Nach seinem Tod (1945) übernahm sein Sohn die Leitung in Wingen. Er beschloss, mit Kristall zu arbeiten und die Glasproduktion einzustellen. Die «Verrerie d'Alsace» wurde 1962 in «Cristallerie Lalique» umbenannt. Die Schöpfungen des Schmuckkünstlers und Glaskunstmeisters René Lalique können seit 2011 im neu eröffneten, architektonisch harmonisch in die Landschaft eingegliederten «Musée Lalique» in Wingen an der Moder bewundert werden. Neben bedeutenden Schenkungen und Leihgaben bildet der Schmuckanhänger «Libellenfrau» einen ganz besonderen Anziehungspunkt. ▶

EMMA GUNTZ

Bürgermeister in Straßbourg, Bürgermeister in Kehl

Ein Amt, zwei politische Kulturen

Innerhalb einiger Monate finden in den zwei wichtigsten Grenzstädten des Eurodistrikts, Kehl und Straßbourg, Kommunalwahlen statt. Was den Schein der Ähnlichkeit hat, ist aber völlig unterschiedlich.

In seiner letzten Neujahrsrede¹ – sozusagen eine Bilanz einer 16jährigen Amtszeit – fasste der bisherige Kehler Oberbürgermeister (OB) Günther Petry besonders genau die kulturellen Unterschiede zwischen Gemeindewahlen und Gemeindeoberhäuptern in Frankreich und Deutschland zusammen. «Während unser System (Kurzformel: Der Bürgermeister sucht seine Mehrheit) eher zu einem kommunalpolitischen Mainstream führt, wird in Frankreich bei einem Regierungswechsel in einem Rathaus oft eine ganz andere Politik gemacht (Kurzformel: Wir sind dazu gewählt, es anders zu machen als unsere Vorgänger)». 2014 ist in der Tat ein besonderes Jahr im Eurodistrikt Strassbourg-Ortenau².

In Frankreich, eine politische Funktion

Am 23. und 30. März 2014 wird in allen französischen Gemeinden gewählt. Zuerst muss man berücksichtigen, dass Frankreich auf politischer Ebene ein zentralistisch organisierter Staat mit politischem Gleichheitssinn ist. Auf dem gesamten Territorium und sogar in den Überseegebieten³ werden an zwei Tagen alle Kommunalwahlen abgehalten.



Toni Vetrano, ab Mai 2014, neuer Oberbürgermeister von Kehl.



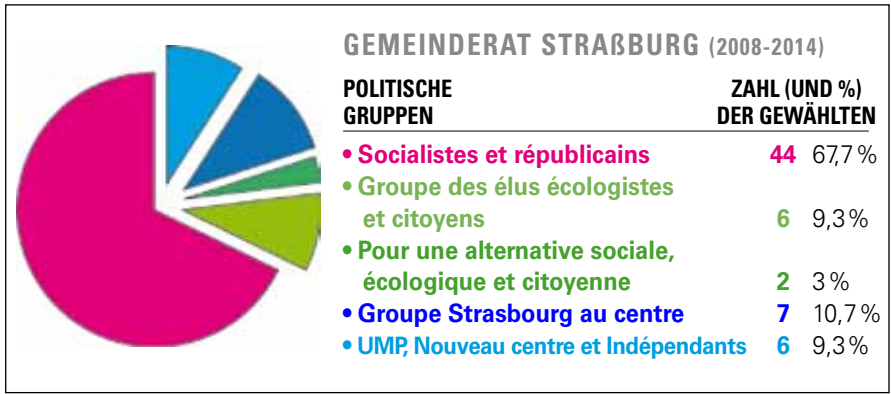
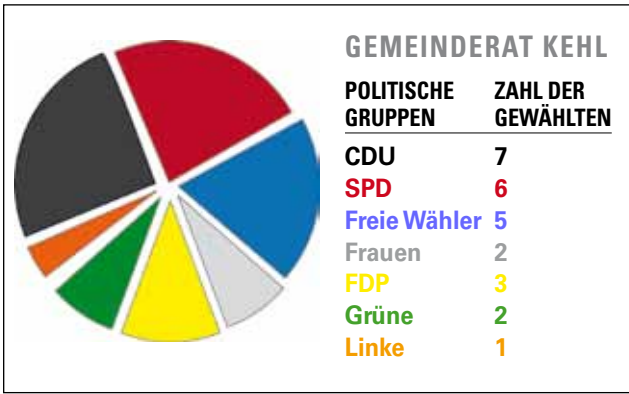
Günther Petry, Oberbürgermeister von Kehl und Roland Ries, Bürgermeister von Straßbourg, legen die Skizze der neuen Brücke für den Tram vor. Photo archives Cus.

Das Wahlrecht unterscheidet zwischen Gemeinden mit weniger als 1000 Einwohnern, Gemeinden mit mehr als 1000 Einwohnern und den 3 Metropolen Paris, Marseille und Lyon⁴. Im ersten Fall wird jedes der 7 bis 9 Gemeinderatsmitglieder einzeln nach dem Mehrheitswahlrecht in zwei Wahlgängen gewählt. In den beiden anderen Fällen⁴ erfolgt (ebenfalls in zwei Wahlgängen) eine Listenwahl, für die die paritätische Nominierung von männlichen und weiblichen Kandidaten nach dem Reißverschlussverfahren verpflichtend ist. «Die Wählerinnen und Wähler entscheiden über Rat und Bürgermeister gleichzeitig, weil die Person, die auf dem ersten Platz der Liste mit den meisten Stimmen kandidiert hat, dann im Stadtrat zum Bürgermeister gewählt wird. Die Liste mit den meisten Stimmen bekommt zunächst die Hälfte der Sitze im Stadtrat und dazu noch einmal den Anteil an der zweiten Hälfte, der ihrem Stimmanteil entspricht»¹. Durch dieses Verfahren und viel mehr als in Deutschland, bekommt die Funktion des französischen (Ober)Bürgermeisters eine stark politisch ge-

prägte Ausrichtung. Der Bürgermeister hat nicht nur einen Verwaltungsauftrag, sondern auch die Pflicht ein gewisses politisches Ziel zu erreichen, das völlig verschieden von dem seines Vorgängers sein kann.

In Deutschland, eine Verwaltungsfunktion

In Deutschland hingegen muss man den Föderalismus berücksichtigen, wonach jedes Bundesland sein eigenes Kommunalsystem aufbauen kann. In den Städten, die als Bundesländer gelten (Berlin, Hamburg und Bremen) spielen die Stadträte die Rolle eines Landtages und werden als Bürgerschaft oder Abgeordnetenhaus bezeichnet. Im Fall von Kehl – einer Baden-Württembergischen «grossen Kreisstadt»⁵ – werden Bürgermeister und Gemeinderat in zwei völlig verschiedenen Wahlen mit jeweils zwei Wahlgängen bestimmt. Am letzten 2. Februar fand der erste Wahlgang der OB-Wahl mit vier Kandidaten statt: Katrin Korth, Robert Ernecker, Roland Giebenrath und Toni Vetrano.



Am 23. Februar erfolgte der zweite Wahlgang zwischen Toni Vetrano und die in der Zwischenzeit neu hinzu gekommene Katja Heinsch⁶. Für keinen Kandidaten hat die politische «Farbe» eine entscheidende Rolle gespielt, nicht einmal die österreichische Herkunft von Robert Ernecker oder die Tatsache, dass nur die Wenigsten aus Kehl kamen. Dafür beherrschten die ganz konkreten und pragmatischen Themen des Bürgeralltags die Debatte (Straßenbau, Internetzugang, Spielautomaten, usw.); alles Fragen, die man in Frankreich viel mehr im Rahmen einer politischen Ausrichtung angesprochen hätte: Freiheit, Gleichheit, usw... Zudem finden am 25.5.2014 die Gemeinderatswahlen statt. Das Kumulieren, das Panaschieren und die Anwendung des Mehrheitswahlrechts ergeben eine viel größere politische «Farbenvielfalt» im Gemeinderat⁷. Priorität gilt nicht dem Aufbau einer Mehrheit, von der der OB abhängig wäre, sondern den genauen Willen des Wählers zu widerspiegeln. 26 Stimmen für jeden Bürger für 26 Mitglieder im Kehler Gemeinderat: ein Kopfzerbrechen für den französischen Wähler! Politik, im französischen Sinn, wird hier nur angesprochen, insofern der OB eine Entscheidungsmehrheit im Gemeinderat braucht. Letztendlich ist er zuerst der Vertreter der Stadt und verantwortlich für alle Verwaltungsfragen. Aus französischer Sicht, würde man ihn so ungefähr als «*directeur des services généraux mit repräsentativer Funktion*» bezeichnen!

Humorvolles Schlusswort

Zum Abschied (und zum Wiedersehen?), ein humorvolles Schlusswort von Günther Petry¹. «*Mit der Erwähnung der Stadt Strassburg ist das Merkmal angesprochen, durch das sich Kehl von allen anderen Grenzstädten unterscheidet. Wir sind die einzige deutsche Kleinstadt an der Grenze, dessen Nachbarstadt im anderen Land eine Großstadt von europäischer Qualität ist – oder, salopp formuliert: Wir sind die einzige deutsche Kleinstadt, die eine französische Großstadt zum Vorort hat – und zwar eine, die sich ab 1. Januar*

2015 Eurométropole nennen darf und damit einen Sonderstatus unter den französischen Städten erhält. (...) Es ist wichtig, dass wir die kulturellen Unterschiede wahrnehmen, sonst ärgern wir uns nur. Wir Kommunen haben keinen diplomatischen Dienst. Diplomaten beschäftigen sich während ihrer Ausbildung mit „Recherche und Empathie“ und lernen so, sich auf andere Kulturen vorzubereiten. Wir dagegen fahren über die Europabrücke, denken: „Aha, die Menschen sehen aus wie wir“ und schließen: „Also sind sie wie wir“. Das ist ein Irrtum. So sind allein die kommunalpolitischen Selbstverständlichkeiten hüben und drüben wegen der unterschiedlichen kommunalpolitischen Systeme ganz verschieden. (...) Das haben wir erfahren (und anfangs gar nicht verstanden), als 2001 die Stadtregierung unter Catherine Trautmann und Roland Ries durch das Tandem Fabienne Keller und Robert Grossmann abgelöst wurde, das als erstes die gemeinsame Gartenschau, weil ein Werk der Vorgängerregierung, in Frage stellte. (...)»

JEAN-MICHEL NIEDERMEYER

1. Aus der Neujahrsrede 2014 von H. Dr. Günther Petry, OB Kehl, 07.01.2014
2. Unter dem Begriff Strassburg soll hier nicht nur die Gemeinde Strassburg gemeint sein, sondern der Begriff CUS (Communauté urbaine de Strassburg / Stadtverband Strassburg) verstanden werden, eine interkommunale Kooperationsstruktur der Stadtregion Strassburg, bestehend aus 28 französischen Gemeinden.
3. <http://www.ambafrance-de.org/Kommunalwahlen-2014-nach-neuen>
4. PML-Gesetz vom 31.12.1982. Paris, Marseille und Lyon sind in Bezirke (Arrondissements - Secteurs in Marseille) aufgeteilt, wo die Kommunalwahlen auch nach dem Prinzip der Gemeinden mit mehr als 1000 Einwohner ablaufen.
5. In Baden-Württemberg sind dies Städte, deren Einwohnerzahl über 20 000 liegt, die weiterhin zum Landkreis gehören, aber die teilweise staatliche Aufgaben übernehmen, die ansonsten der Landkreis erledigt.
6. Nach dem baden-württembergischen Kommunalrecht, können sich beim zweiten Wahlgang der OB-Wahl neue Kandidaten/innen zur Wahl stellen.
7. http://www.kommunalwahl-bw.de/wie_wird_gewaehlt_kommunalwahl.html

LESERBRIEFE

Einsprachigkeit im Elsass

Jürgen Kasiske, aus Hamburg, hat einige Tage Ferien im Elsass verbracht. Er empört sich über eine schlechte Erfahrung in Sache Zweisprachigkeit – oder, genauer gesagt, Einsprachigkeit.

“ Mir ist Ihre Zeitschrift durch einen Ihrer Abonnenten bekannt, der mir gelegentlich eine Ausgabe zuschickt. Eine Reihe von Texten in diesen Ausgaben habe ich mit großem Interesse gelesen. Das Ziel Ihres Blattes und der René-Schickele-Gesellschaft, die Zweisprachigkeit im Elsass zu fördern, ist mir sehr sympathisch. (...)

Zum Thema Zweisprachigkeit oder Einsprachigkeit im Elsass möchte ich einen kleinen persönlichen Eindruck zum Besten geben. Wir waren in einem schönen elsässischen Städtchen und verbrachten dort drei Tage in einem gut geführten Hotel, einem Familienbetrieb. Im Zimmer lagen Gasteinformationen in französischer, deutscher und englischer Sprache aus, und es war unter anderem dies zu lesen: «*Der Wasserhahn schliessen während unsere Zähne zu putzen, während unserer Abwesenheit drehen wir die Lichter ab, lassen Sie die Handtücher im Bad zu verändern und zu suspendieren diejenigen.*» Erst nachdem wir im französischen Text gelesen hatten: «*Mettre dans les lavabos les serviettes à changer et suspendre celles à réutiliser*», konnten wir den Sinn des letzten Satzes verstehen!

Démographie, immigration

Des situations très disparates

Malgré d'importantes lacunes dans la production de statistiques comparables, des situations très disparates s'observent dans l'évolution de la démographie.



Bernard Aubry est statisticien. Il a mis en lumière de fortes disparités au sein du territoire du Rhin Supérieur, notamment en matière de démographie et d'immigration.

Bien que l'Alsace soit, de toutes les régions françaises, la plus imprégnée par les effets de frontières – 8% de la population active travaillent dans un pays qui n'a pas les mêmes règles sociales et fiscales – et malgré la facilité accrue donnée à la diffusion de l'information grâce aux nouveaux médias, la population alsacienne connaît assez peu les caractéristiques de ses voisins et la réciproque est vraie. La statistique publique compare rarement les résultats régionaux aux territoires voisins. Quant à la presse régionale, elle diffuse peu d'informations sur les événements qui se passent hors de la frontière ; elle a cependant l'excuse d'un certain manque d'appétence de la part du lectorat pour ce type de nouvelles. C'est qu'il faut non seulement mettre la connaissance à la portée de tous, il faut aussi donner l'envie d'y accéder à ceux à qui elle est destinée.

Localement, certaines institutions (la Regio, Pamina, Infobest, par exemple) jouent un rôle croissant dans la diffusion des connaissances mutuelles destinées en premier lieu à ceux qui passent souvent la frontière. La Conférence du Rhin supérieur, créée en 1991, qui propose

tous les deux ans une brochure statistique dans laquelle on trouve des chiffres de base cohérents (sur la démographie, l'emploi et bien d'autres domaines), a pris l'initiative de composer une cartothèque mise en forme par le SIGRS (Système d'information géographique du Rhin supérieur – http://sigrs-gisor.org/Cartes/01_2012_0116.pdf). Dès à présent, il met en ligne plus de 150 cartes ayant le territoire du Rhin supérieur pour objet d'investigation. Cependant, il n'y a pas encore de lieu où serait engrangée une somme de données qui permettraient aisément la fabrication d'indicateurs statistiques fiables à la fois utiles à la connaissance générale et aux chercheurs, et par conséquent serviraient aux travaux d'aménagement du territoire et aux réflexions de prospective.

Les difficultés de réalisation d'un tel objectif sont nombreuses. Les systèmes statistiques publics sont différents d'un pays à l'autre, le champ de leur compétence n'est pas le même, conséquence d'histoires et de cultures qui n'ont pas eu des préoccupations identiques. Enfin, le découpage du territoire ne facilite pas le rassemblement des données. S'il n'y a pas de problème pour la Suisse du Nord-Ouest (cinq cantons) ni pour l'Alsace (tout entière dans le territoire), en revanche la partie allemande est non seulement incluse dans deux *Länder* (on sait que l'organisation fédérale a des conséquences sur l'organisation de la statistique publique, un système centralisé dans un pays comme la France

étant plus efficace a priori pour la fabrication de données cohérentes), mais encore le territoire ne correspond pas à un simple regroupement de *Kreise*. Il faut donc agréger des données communales. Comme le champ des variables disponibles à ce niveau géographique est très limité, il faut donc procéder à des approximations si l'on veut pallier ce manque d'informations (voir notre encadré).

Les données de base

Le territoire du Rhin supérieur est peuplé de six millions d'habitants (la moitié de la Belgique, 3,3 fois l'Alsace) pour une superficie de 21 500 km². En terme de PIB (Produit intérieur brut), le niveau de revenu par habitant du territoire rhénan est supérieur de 20% environ à celui de la France.

Pour la première fois, les trois pays sont en mesure de diffuser à la même date (2011) des chiffres issus des recensements de la population. Bien que réalisés et diffusés selon des procédures tout à fait différentes, il est possible de comparer un très grand nombre de variables pour les quelque 1 800 communes du territoire du Rhin supérieur. Par conséquent, dès à présent, tout un chacun, à partir d'une lecture des chiffres mis en ligne par les instituts officiels de la statistique (*Statistisches Bundesamt/Landesamt*, Office Fédéral de la statistique, Insee) peut effectuer cette synthèse – mais au prix d'un travail fastidieux. Il serait plus efficace – et ce serait un modèle d'une bonne coopération – que ce soient les services de statistiques eux-mêmes qui mettent en commun leurs compétences pour assurer cette mission qui ne pourrait que profiter à une meilleure connaissance mutuelle surtout si les chiffres et les études bénéficient d'une médiatisation.

En attendant que se mette en place une coopération plus active des services statistiques (une première expérience a eu lieu en 1972 sous la forme d'une brochure rassemblant une vingtaine de données statistiques communales), coopération souhaitée par le rapport Degermann-

L'eurostat

L'Eurostat est l'organisme européen qui fédère les instituts nationaux de statistique. Pour pallier les carences actuelles dans la production de statistiques comparables, il serait éminemment souhaitable que l'Eurostat ait officiellement en charge la création d'indicateurs pour les territoires transfrontaliers reconnus par les institutions européennes (type Euro régions). ▶

Wirz-Adauhr, avril 2013, commandé par le Conseil général du Haut-Rhin, on propose quelques résultats d'ordre démographique qui, à eux seuls, invitent à réfléchir sur les disparités importantes dans la distribution et l'évolution de la population des trois territoires qui composent le Rhin supérieur.

Une fécondité différente et ses conséquences

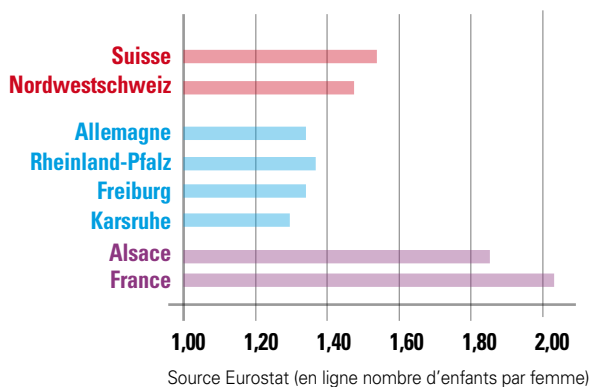
Les cartes actuellement mises en lignes donnent une vision des disparités démographiques. Celle des densités (http://sigrs-gisor.org/Cartes/05_2013_177.pdf 2009) fait apparaître en Alsace seulement deux taches de forte densité, plus de 300 habitants au km², (Strasbourg et Mulhouse) cependant que les taches au-delà de la frontière sont plus nombreuses et plus étendues (autour de Karlsruhe, mais aussi de Bâle et dans l'Argovie). Deux autres cartes montrent des écarts impressionnants pour ce qui concerne la proportion des moins de 25 ans en 2000 (http://sigrs-gisor.org/Cartes/05_2008_0032.pdf) et celle des 65 ans et plus (http://sigrs-gisor.org/Cartes/05_2008_0033.pdf).

Une autre carte, (http://sigrs-gisor.org/Cartes/05_2013_0178.pdf) illustre la forte, ou du moins la relative vitalité démographique de la plaine d'Alsace et surtout d'une grande partie de la Suisse du Nord-Ouest, comparée à celle du Pays de Bade. Ces disparités sont la conséquence de taux de fécondité très différents. On sait qu'en France, la baisse générale de la fécondité a été beaucoup plus faible qu'en Allemagne. Depuis des années, l'écart entre le nombre moyen d'enfants par femme est de l'ordre de 0,5 (1,4 enfant pour l'Allemagne, 2 enfants pour la France). En Alsace et dans le pays de Bade, les taux sont inférieurs à ce qu'ils sont dans leur pays d'appartenance, comme le montre le graphique du haut de la page, mais ce « rapprochement » au niveau de la frontière n'empêche pas l'accentuation des contrastes en matière de structure par âge.

Car les différences dans la natalité ne sont pas les seules causes des disparités dans les variations et les structures de la population. Certes, les migrations intérieures jouent un rôle de moins en moins important (l'Alsace qui recevait beaucoup de migrants originaires du Nord et de l'Est de la France n'est plus attractive). Ce sont surtout les migrations extérieures qui importent. Elles ont été très importantes dans les trois régions au cours des dernières décennies. En ce domaine, le statisticien est mal à l'aise car les méthodes de comptage ne sont pas les mêmes.

Nombre moyen d'enfants par femme (2011) dans le Rhin supérieur

Comparaisons avec les taux nationaux



Ainsi en Allemagne, sont immigrées les personnes ayant au moins un parent originaire d'un pays étranger. En France, cette information n'est pas accessible au recensement puisque l'on ne pose pas la question de l'origine des parents. Sont considérées comme immigrées les personnes nées hors de France de nationalité étrangère, qu'elles aient ou non acquis la nationalité française. Aussi on s'intéressera donc davantage à la répartition par nationalité d'origine qu'au pourcentage global d'immigrés.

Le graphique diffusé par l'Office de statistique de Stuttgart (http://www.statistik.baden-wuerttemberg.de/Veroeffentl/Statistik_AKTUELL/803413006.pdf), donne la répartition de l'origine des immigrés dans le Bade-Wurtemberg, où ils représentent un peu plus de 20% de la population.

On constate que les personnes originaires de quatre pays, le Kazakhstan, la Russie, la Pologne et la Roumanie représentent près de 35% des immigrés. La structure de la population immigrée d'Alsace est très différente de celle du Pays de Bade. D'après les données du recensement, il y a environ 10% d'immigrés selon la définition française, plus restrictive. Il y a comme au-delà du Rhin une majorité de Turcs (17% des immigrés), mais les

autres nationalités ne sont pas les mêmes. Les Allemands représentent 11% des immigrés quand les Français ne sont que 1,9% dans le Bade-Wurtemberg. Les pays du Maghreb, quasiment absents de la population allemande, représentent ensemble 23,4% des immigrés d'Alsace.

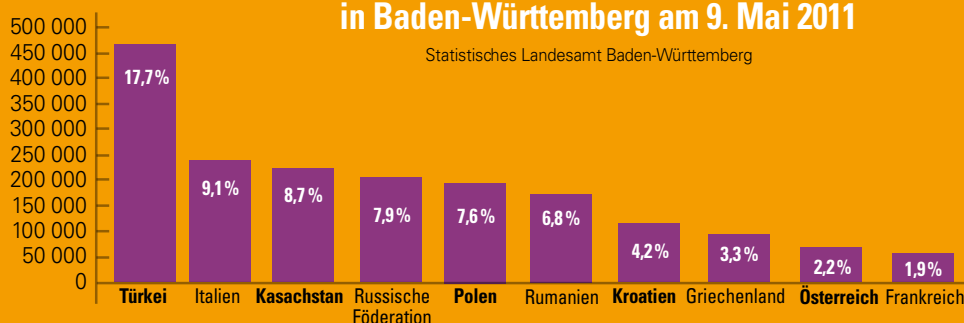
Bien que très sommaires, ces quelques résultats suffisent à nourrir des spéculations sur l'avenir démographique du territoire du Rhin supérieur, sachant que l'on doit être prudent quand il

s'agit des projections démographiques qui s'appuient toujours, peu ou prou, sur les évolutions récentes. Ainsi sur la base des disparités déjà visibles dans les structures de population il y a quelques années, on aurait pu s'attendre à une poussée accrue du mouvement frontalier. Rien de tel n'a été observé, bien au contraire. En revanche, ces résultats invitent à des réflexions sur des champs très vastes : pourquoi la natalité des Allemandes reste-t-elle aussi basse alors même que les allocations familiales représentent quasiment la même part du budget national dans les deux pays? Autre question : la population immigrée est jeune et active, qu'en sera-t-il dans dix, dans vingt ans quand viendra pour elle le moment de la retraite? Plus généralement, l'intégration des personnes âgées dans la société va poser des questions redoutables aux décideurs. C'est toute le problème de la solidarité intergénérationnelle qui est soulevé : il ne semble pas traité de la même façon en-deçà et au-delà du Rhin. N'y aurait-il pas à terme des mouvements transfrontaliers spécifiques aux personnes âgées?

C'est l'intérêt, et non le moindre, de disposer d'informations nombreuses et fiables. ► **BERNARD AUBRY**

Top 10 der Herkunftsländer von Personen mit Migrationshintergrund in Baden-Württemberg am 9. Mai 2011

Statistisches Landesamt Baden-Württemberg





Albert Schweitzer zurück in Gunsbach in den letzten Jahren seines Lebens. Foto Jean-Paul Ferber

Solidarität et compassion

Dans les prédications qu'il a prononcées à Strasbourg entre 1898 et 1913, puis après 1918, Schweitzer s'est dressé contre un nationalisme qui voulait accroître la puissance et la richesse d'un seul pays, et contre le patriotisme de certains de ses contemporains qui mettaient leur propre pays au-dessus de tout. Il plaide pour la solidarité et la compassion entre tous les humains et pour une vie individuelle qui ne se laisse pas embrigader dans les courants dominants de la société. ▶

gehört, mit der unser Parlament eröffnet wurde ; wir lasen die Berichte der ersten Verhandlungen und fragen uns : Ist das aus einem christlichen Volk hervorgegangen ? So viel irdisches und geistiges Elend !»

Bekanntlich kam es im Jahr 1905 zu einer gefährlichen Krise zwischen Frankreich und Deutschland, weil beide Länder ihren kolonialen Besitz in Marokko vergrößern wollten. In einer Predigt vom 6. Januar 1906 fragt Schweitzer: «An was denken unsere Völker und Staaten, wenn sie den Blick übers Meer richten ? An Länder, die sie unter ihre sogenannte „Schutzherrschaft“ nehmen oder die sie sonst auf eine Weise an sich bringen, was sie aus dem Lande ziehen können, immer nur ihren Vorteil. Aber wie sie jene Menschen zu Menschen machen, wie sie sie zur Arbeit und Gesittung erziehen, wie sie sie dahin bringen, dass sie unter der Kultur, mit der sie in Berührung kommen, nicht zugrunde gehen, daran denken sie nicht. Unsere Staaten, die vielgerühmten Kulturstaaten, sind's draußen nicht, sondern nur Raubstaaten».

Der von Schweitzer gerügte Nationalismus ist bestrebt, die Macht und den wirtschaftlichen Reichtum des eigenen Landes zu vergrößern. Das führt zum Kolonialismus und zur Ausbeutung der Eingeborenen. Schweitzer kritisiert die Ambivalenz, die damit in Erscheinung tritt. Auf der einen Seite wird von Menschenwürde gesprochen, auf der anderen Seite aber wird die Kluft immer größer zwischen den Erobern und den Eingeborenen, die unterdrückt und ausgebeutet werden. Das geschieht „unter den Augen des deutschen Gottes oder des amerikanischen Gottes oder des englischen Gottes. Die sogenannten christlichen Staaten sollten aber das Wort „christlich“ ablegen, denn ihr Verhalten ist alles andere als „christlich“».

ALBERT SCHWEITZER

Äußerungen zum Nationalismus und zum Patriotismus

Albert Schweitzer (1875 - 1965) ist bekannt als Philosoph, Theologe, Musiker und Philanthrop. Weniger bekannt als seine großen Bücher sind seine Predigten. Aus ihnen geht hervor wie er sich dem wachsenden Nationalismus und einem verzerrten Patriotismus entgegengestellt hat.

Diese Predigten wurden 2001 in einem stattlichen Band veröffentlicht¹. Schweitzer klagt darüber, dass um der Größe und der Interessen des eigenen Landes und Staates willen die führenden Politi-

ker so leichtfertig über Krieg und Frieden sprechen. So kritisiert er in einer Predigt vom 10. Dezember 1905 die Äußerungen der Machthaber in Deutschland : «Wir sehen die Welt böse und voll Kriegesgeschrei. Wir haben die Thronrede

Wie feiern wir Kaisers Geburtstag ?

Als am 27. Januar 1907 Kaisers Geburtstag auf einen Sonntag fällt und, laut Beschluss der Kirche, eine Festpredigt auf diesen Geburtstag zu feiern ist, kann für Schweitzer « *Festgottesdienst nicht heißen, dass wir hier von demjenigen reden, der im Reich am höchsten steht und der auch mit (sic) dem Ärmsten seiner Untertanen vor Gott gleich ist, sondern dass wir daran denken sollen, welche Ziele und Aufgaben ihn und das Volk miteinander verbinden* ». Dann redet er von der wahren und der falschen Friedfertigkeit. Letztere beruht nicht auf Wahrhaftigkeit. Schweitzer kritisiert « *die kraftlose falsche Friedfertigkeit der regierenden Kreise. Hier eine Versicherung, dort eine Versicherung, hier ein Kompliment und dann plötzlich um einer Kleinigkeit willen Kriegsdrohung und Waffenrüstung, wie wir es etwa vor wenigen Wochen erlebt haben ; wo man dann plötzlich sieht, wie äußerlich, auf den Effekt berechnet, des tiefen Gehalts entbehrend diese ganze Friedfertigkeit ist. Und wenn wir heute als solche, die die Schwierigkeit seiner Aufgabe und die Größe seiner Verantwortung mitempfinden, unserem Kaiser von Herzen kommende Wünsche entgegenbringen, so ist es vor allem der, dass es ihm immer mehr gelingen möge, mit der äußerlichen, falschen Friedfertigkeit, hinter der der Unfriede lauert, außen und innen aufzuräumen und der Regierung den Geist wacher wahrhaftigen Friedfertigkeit einzuhauchen* ».

Die Sache bei Namen nennen

« **W**agen wir einmal, die Sache beim Namen zu nennen. Eine gewisse Art von Patriotismus von heutzutage verwirrt das ruhige und gerechte Denken der Menschen, so dass sie nicht mehr groß und klein, wichtig und unwichtig, recht und unrecht unterscheiden können noch wollen, sondern sich einer gewissen blinden Leidenschaftlichkeit hingeben, die nicht das Gute, sondern das weniger Gute in der Natur des einzelnen und eines Volkes an die Oberfläche bringt. Das kann nicht im Wesen des Patriotismus selbst liegen; denn das Gefühl der engen Zugehörigkeit zu einem Volke ist etwas an sich Natürliches und Schönes und sittlich durch und durch wie alle Verhältnisse, wo der einzelne in einer Gesamtheit und in dem Willen einer Gesamtheit aufgeht. » (15.11.1908)



Portrait von Albert Schweitzer von Gräfin Adda von Erlach gemalt anlässlich seines 30. Geburtstag.

Am 26. Juli 1908 klagt Schweitzer in seiner Predigt über das nationale und das konfessionelle « *Sichabschließen* », « *eine Krankheit unserer Zeit. Jetzt, wo der Verkehr immer leichter und verbreiteter wird, wo man sollte meinen, dass die Grenzen fallen, jetzt gerade sperren sie sich gegeneinander ab. So erleben wir das beinahe unverständliche, dass in der Zeit des Verkehrs sich die nationalen, und in der Zeit religiöser Gleichgültigkeit die religiösen Gegensätze verschärfen* ».

Blinder Wille zur Macht

Als Österreich-Ungarn am 5. Oktober desselben Jahres die Provinzen Bosnien und Herzegowina annektierte, die ihm nun zur Verwaltung überlassen waren und die Annektierung beinahe einen europäischen Krieg ausgelöst hatte, spricht Schweitzer in seiner Predigt vom 15. November vom « *sinn- und zwecklosen Aufbrausen der öffentlichen Meinung [...] als diese Ehrensache die zwei Völker erregte und als hüben und drüben sonst vernünftige Menschen um der vorgeblichen Ehre des Vaterlandes willen anfangen, unvernünftig zu werden* ». Nach Schweitzer ist die Vaterlandsliebe zum « *blinden Willen zur Macht geworden* ». Die Zukunft der Menschheit allgemein ist nicht mehr im Blickfeld. « *Wir kennen keine großen Menschheitsideale für unsere Staaten und Völker [...]. Das letzte Ideal, das uns mit einem Volk verbindet, ist nur die Macht ; die Macht an sich, die Macht um jeden Preis anerkennen, als ob das ein Zweck an sich, ein Ideal wäre [...]. Nur die äußerlichen Interessen sollen entscheidend sein alles andere* ».

darf nicht mitsprechen». Schweitzer spricht vom « *armseligen und trostlosen Patriotismus, mit dem man die Menschen heute in Begeisterung zu halten sucht* ». In Anlehnung an Fichte, Kant und Schleiermacher und ihren Auffassungen vom wahren Patriotismus und vom Frieden, ruft Schweitzer aus : « *Was die Menschen heutzutage ihrem Lande schulden zu müssen glauben, blinde Begeisterung für Ruhm und Macht an sich, können wir, wenn wir verstehen, was in der Zeit vorgeht, nicht geben. Aber was wir geben können, ist kostbar : ein Glauben und Hoffen, dass alle Völker in ihrem Tun und Handeln dem großen Endzweck der Menschheit und der Welt dienen und zuletzt dennoch ein Zutrauen zu dem Volke, dem wir angehören, dass es zu denen gehört, die am berufensten sind, an den großen Zielen in großer sittlicher Gesinnung zu arbeiten* ». Für Schweitzer bedarf es weniger Krieger und Kanonen als Menschen, die dem Vaterland « *einen neuen Geist einhauchen* ».

Um einiger Fetzen Landes willen !

Als es im Jahre 1911 zu einer zweiten Marokko-Krise zwischen Deutschland und Frankreich kommt, predigt Schweitzer am 3. September über Matthäus 5,5: « *Selig sind die Sanftmütigen* ». Wieder beklagt er, dass « *in dem, was die Völker miteinander zu verhandeln haben, alles auf nackte und brutale Macht gestellt wird. Um einiger Fetzen Landes willen, die noch zu vergeben sind, erhalten sie sich in den unsinnigen Rüstungen, ruinieren sich, lassen so viel Notwendiges ungetan und lassen es darauf ankommen, dass auf kurz oder lang ein furchtbarer Krieg diesen unhaltbaren Zuständen irgendwie ein Ende setzt* ».

Drei Jahre später entbrannte der erste Weltkrieg ! Schweitzer war seit 1913 in Lambarene.

Nach der Katastrophe

In einer Predigt vom 13. Oktober 1918 betont Schweitzer, dass « *alle Völker [jetzt] der Verinnerlichung bedürfen, des Loskommens von der Phrase, der Hinwendung von falschen Idealen zu wahren, der Entwicklung von der Nichthumanität zur Humanität, von der Eingebildetheit zur vernünftigen Selbsteinschätzung, wie überhaupt der Besinnung auf das, was die wahre Größe und Bedeutung eines Volkes ausmacht* ».

Es ist zwar legitim und notwendig, die natürlichen nationalen Aufgaben zu

Auf einer bösen Bahn

«Der Begriff Mensch existiert in unserer Zeit nicht mehr. Die Menschen unserer Zeit sind füreinander Deutsche, Franzosen, Engländer, Russen oder Polen, aber nicht Menschen. Die Scheidung zwischen den Völkern ist eine so tiefe wie noch nie. So sicher es ist, dass ein Mensch sich zu einem Volke natürlich zugehörend empfinden muss, so gewiss ist, dass unsere Zeit sich auf einer bösen Bahn befindet mit dem aufgeblasenen Nationalitätsstolz und dem falschen Patriotismus, der sich jetzt allenthalben breit macht und die Menschen gegeneinander aufhetzt, so vieles Gute vereitelt und es zuletzt dahin bringt, dass ein Volk nicht einmal mehr die nackten Menschenrechte eines anderen, das in seine Gewalt gegeben ist, achtet, sondern darauf sinnt, wie es seine Sprache unterdrücke und es um seinen Besitz bringe unter dem Vorwand, dass die nationale Aufgabe dieses fordere. Leben wir in der Zeit des Reiches des Menschensohnes?» (15.12.1907).

erfüllen, aber das genügt nicht. Es geht auch darum, «an der Verwirklichung der reinen und allgemeinen Ideale zu arbeiten». Dieser Einsatz kann nicht auf ein Volk beschränkt bleiben. Alle Völker sind dazu berufen und sollen diese Aufgabe gemeinsam erfüllen. Wir sollen nicht nur an die geistige Zukunft unseres eigenen Volkes glauben, sondern auch an die der Menschheit. «Es muss eine Menschheit kommen, in der die Völker durch geistige Ziele miteinander geeint sind und das Höchste erstreben, was es hienieden geben kann».

Das Gedächtnis der Toten

Am 24. November 1918 predigt Schweitzer über das Gedächtnis der Toten und befasst sich besonders mit den Gefallenen im Krieg, deren Tod er auf drastische Weise zur Sprache bringt. «Ihr Tod ist nicht nutzlos gewesen, sagt er. Sie haben sich dahingegeben in allen Ländern, um jeder sein Volk vor den Greueln des Krieges zu bewahren und ihm die Freiheit zu erhalten. Und jedes Volk muss seinen Toten dafür danken», auch wenn die einen Sieger und die anderen Besiegte waren.

«Jetzt, wo wir auf den Krieg als etwas Vollendetes zurückblicken, stehen die, die

geopfert wurden, als eine Schar, in der es keine Unterschiede von Rasse und Nation mehr gibt, als Menschen, die in Leid und Schmerz geeint sind, vor uns, und fordern etwas von uns». Schweitzer meint, dass sie uns zur Buße und zur Besinnung rufen. «Zu leicht dachte man in allen Völkern vom Wohl und Wehe des einzelnen Menschen. Zu leichtsinnig sprach man von Krieg und dem Elend, das er bringt. Man war gewohnt, für äußere Erfolge so und so viel Menschenleben in Rechnung zu setzen und besang diese Unmenschlichkeit. So kam, was kommen musste, aber tausend- und tausendfach schwerer, als man es sich vorgestellt hatte. [...] Dem Geist der Mitleidlosigkeit sind geopfert die, deren wir heute über jede Schranke von Nationalität hinaus gedenken. Indem wir uns vor ihnen anklagen und demütigen, geloben wir, dass der Geist, dem sie geopfert wurden, vernichtet sein soll. [...] Ehrfurcht vor Menschenleid und Menschenleben, vor dem kleinsten und unscheinbarsten, sei das eherner Gesetz, das hinfort die Welt regiere».

Am 8. Dezember 1918 kommt Schweitzer wieder auf den Krieg zu sprechen. Auf der einen Seite würdigt er die Größe der Menschen im Dienst für die Gemeinschaft. Das betrifft nicht nur die Gefallenen, sondern auch die Menschen

in der Heimat und ihr Erleben der Kriege. «Sie haben eine Schule der Selbsthingabe und der Selbstaufopferung durchgemacht, in der sie über die Ideale des egoistischen kleinen Wohllebens hinausgekommen sind und sich in vielem zu einer Höhe der Selbstverleugung erhoben haben wie kein Geschlecht vor ihnen». Zugleich aber beklagt Schweitzer das «Aufgeben des Eigendaseins, [...] die fortwährende Ablenkung von uns selbst, [...] die fehlende Sammlung [...], die geistige Verarmung».

«Kennzeichen des modernen Menschen ist, dass er geistig wenig Eigenes hat, sondern sich von dem Denken und Urteilen, das in den Zeitungen, in der Gesellschaft, in seiner Kirche, in seiner politischen Partei, in seinem Volke herrscht, außerordentlich beeinflussen lässt und sich den Meinungen, die gelten, unterwirft, statt sich mit ihnen auseinander zu setzen und sich ein freies Urteil zu bilden. Er bezieht seine Gedanken aus der Öffentlichkeit, nicht aus seiner Vernunft».

Wie hat sich dies in den dreißiger Jahren in Deutschland bewahrheitet!

Die irdische und die ewige Heimat

Als Schweitzer am 2. Februar 1919 über Jesus predigt, der in seiner Vaterstadt Nazareth zum Fremden geworden ist, gibt es deutliche Anklänge an die Zeit nach 1918 im Elsass: Er redet von denen, die durch «die Neuordnung der Dinge» ihre Heimat verloren haben, oder in der eigenen Heimat fremd geworden sind. Unvermeidlich wird der Hörer und Leser dabei an die Menschen, die, gezwungen oder freiwillig, über den Rhein gingen und die zum Teil im Elsass geboren waren. Andere sind geblieben aber hatten Mühe, sich mit den neuen Verhältnissen abzufinden. «Zum Schwersten der Heimatlosigkeit, sagt Schweitzer, gehört, dass man nicht wirken kann, was man zu wirken imstande wäre und wirken möchte». Doch in dem Heimweh um die natürliche Heimat, das weh tut, so Schweitzer, «wächst das Heimweh nach der großen Heimat, dem Reich Gottes, das Heimweh, das wohl tut». Das Einsam werden in der irdischen Heimatlosigkeit bedeutet Verbitterung oder Vertiefung. «Frei zu werden von dem, was umsonst in unserer Umgebung fesselt» kann auch dazu führen «frei zu werden zum Sinnen auf das allgemein Menschliche und auf die Dinge des Reiches Gottes». ▶

MARC LIENHARD

1. Albert Schweitzer, Predigten 1898-1948, herausgegeben von Richard Brüllmann und Erich Gräßer (München 2001).



Dès les années 1930

Des réseaux d'opposants au nazisme

Dans l'ensemble de son travail de chercheur, Jean-Claude Richez a constamment croisé, dès les années 1930, des réseaux d'opposants au nazisme.

Bien qu'il s'agisse d'un domaine encore peu étudié par les historiens, des réseaux d'opposants au nazisme se sont mis en place dès les années 1930 dans notre région. « *Phénomène considérable* », des réfugiés sont arrivés par vagues successives en Alsace/Moselle dès l'accession au pouvoir de Hitler. Et des lanceurs d'alerte se sont trouvés dans tous les rangs, parmi les socio-démocrates aussi bien que les pacifistes, les socialistes et les communistes.

Trois vagues de réfugiés

Devenu chancelier du Reich le 30 janvier 1933, Hitler prend aussitôt les premières mesures anti-juives. Les juifs sont frappés d'interdiction de travail dans la fonction publique, la presse, et le boycott de leurs magasins est organisé. Ils fuient l'Allemagne en nombre pour trouver refuge en Sarre (alors sous tutelle de la Société des Nations), en Suisse et en Alsace/Moselle. Moins de six mois après la prise de pouvoir de Hitler, à la fin de juin 1933, les réfugiés sont au nombre de 2375 dans notre région. En Suisse, ils sont 7000 pour la seule année 1933.

La seconde grande vague se situe en 1935, après le plébiscite en faveur du rattachement de la Sarre à l'Allemagne. Enfin, la troisième a lieu en 1938 après l'*Anschluss* de l'Autriche et la *Kristallnacht* en Allemagne, pogrom des nazis contre les juifs. La Nuit de Cristal marque aussi le début de l'internement systématique des juifs. Le camp de Da-

certes ouvert depuis 1933, accueillant des opposants politiques au régime, des intellectuels mais pas des juifs sur le critère racial.

Le choix de notre région s'explique aisément par la proximité géographique et culturelle, familiale parfois. Mais aussi, souligne Jean-Claude Richez, par la conviction d'une chute imminente du dictateur.

Très libérales à l'origine, les conditions d'accueil ont été durcies sous Daladier à partir de 1934. Une clause de résidence obligatoire est notamment imposée alors que les réfugiés bénéficiaient auparavant d'une totale liberté de circuler.

Lanceurs d'alerte

Ces réfugiés pouvaient amplement témoigner de l'évolution de la situation en Allemagne. D'autres lanceurs d'alerte étaient à l'œuvre. Jean-Claude Richez a choisi de présenter trois personnalités très différentes pour montrer que les opposants au nazisme venaient d'horizons très divers.

Jules-Albert Jaeger se situait politiquement au centre-droit. Gendre du Dr Pierre Bucher, cofondateur du Musée Alsacien de Strasbourg, condamné à mort par les Allemands au début de la Première guerre mondiale, Jules-Albert Jaeger est journaliste.

Il dirige plusieurs revues dont *L'Alsace Française*, créée par son beau-père, le *Journal de l'Est* et le *Journal d'Alsace-Lorraine*. Il est aussi le patron de *Radio-Strasbourg* qui dispose alors d'une antenne très puissante capable d'émettre dans toute l'Europe. Investi dans des officines chargées d'organiser la propagande pour la France, il informe très tôt l'appareil d'Etat français sur ce qui se passe en Allemagne.

Titulaire de la chaire de germanistique à l'Université de Strasbourg de 1919 à 1933, Edmond Vermeil, calviniste libéral, a vécu en Allemagne. Dans ses ouvrages, il alerte les élites intellectuelles et politiques françaises sur le danger nouveau que représentent l'idéologie et le régime de Hitler.

Enfin, Salomon Grumbach fut un dirigeant socialiste de premier plan. Né en Alsace, il a fait ses études en Allemagne et s'installe en Suisse pendant la Première Guerre mondiale. Ami de René Schickele au sein du cercle *Junges Elsass*, proche de personnalités éminentes comme Jaurès, excellent connaisseur de l'Allemagne, il interpelle dès 1930 sur les dangers du national-socialisme qu'il dénonce comme un « *régime barbare* » sitôt Hitler au pouvoir.

À travers leurs journaux, leurs écrits, leurs organisations, leurs partis, leurs associations, tout un travail s'organise, de collecte et de diffusion des informations en France mais également en Allemagne où il n'existe plus de liberté de presse et d'autres pays où ils possèdent des relais. S'il est difficile de mesurer l'écho que leurs actions ont eu sur les élites et le grand public, les dangers et les pratiques du régime nazi étaient connus de bonne heure. ▶

Jean-Claude Richez : « Les pratiques et les dangers du régime nazi étaient connus de bonne heure en Alsace. »

Camille Dahlet, figure d'exception



Pierre Klein a dressé le portrait de Camille Dahlet, injustement jeté aux oubliettes de notre Histoire.

Dans le cadre des Tables d'Histoire du Centre Culturel Alsacien sur les années 1930, Pierre Klein a présenté Camille Dahlet, homme politique d'exception.

Homme politique, figure de proue de l'autonomisme, journaliste, pharmacien, Camille Dahlet est né le 21 juillet 1883 à Saverne dans une famille francophile. À l'école, il côtoie René Schickele avec lequel il restera lié d'une grande amitié. Schickele en fera d'ailleurs le personnage d'un de ses romans sous le nom de François Kern.

Franzosenkopf, deutschfeindlich

Catalogué comme *Franzosenkopf* et suspecté de *Deutschfeindlichkeit* par les autorités prussiennes, il apparaît véritablement sur la scène politique au retour de l'Alsace à la France, se signalant par des articles très critiques vis-à-vis de l'administration dans le *Straßburger Echo* et dans *La République*, organe du parti radical-socialiste dont il est rédacteur en chef. En raison

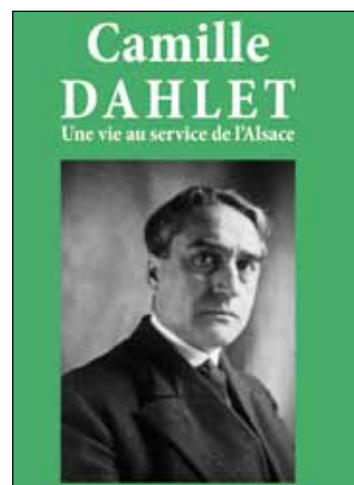
de son profond attachement à la France et à ses idéaux, il proteste contre les injustices, dénonce les scandales et les erreurs du pouvoir en Alsace. Il s'élève avec vigueur contre l'éviction des fonctionnaires alsaciens, les commissions de triage, les spoliations, l'outrecuidance de certains fonctionnaires parachutés et celle des «revenants». Précurseur du mouvement autonomiste de l'entre-deux-guerres, il sera le premier à parler de *Heimatrechte* et de *Sprachminderheit*.

Autonomiste de gauche

Un autonomisme de gauche : son combat est sans cesse recentré sur les droits de l'Homme en se référant toujours au pacte civil et social. Pour ce girondin anticlérical qu'on qualifierait aujourd'hui de «droit-de-l'hommeiste», l'adversaire est non pas la République, mais le républicanisme qui confond État et nation, nationalité et citoyenneté, égalité et «indifférenciation», unité et uniformité, culture dominante et culture politique, qui installe le centralisme démocratique et dont le monisme interdit la reconnaissance de la diversité, des minorités et de l'altérité. En 1925, il quitte le parti radical qu'il juge trop aligné sur les thèses jacobines et centralisatrices. La même année, il est élu au conseil municipal de Strasbourg.

On le retrouve ensuite à la *Fortschrittspartei* de Georges Wolf. Il en prend la direction en 1928 ainsi que de son organe *Das Neue Elsass*. Après plusieurs tentatives, il est élu député de Saverne au cours de cette même année, battant le pasteur Altorffer (futur maire de Strasbourg de 1955 à 1959). Il sera réélu en 1932 et 1936. Très en avance sur son temps, il revendiquait notamment l'élection du Président de la République au suffrage universel, le droit de vote pour les femmes, le bilinguisme dans la vie publique et scolaire, la liberté de la presse, l'arrêt des préparatifs de guerre, la construction des États-Unis d'Europe, l'autonomie la plus large, la laïcité et la tolérance religieuse – et même la participation des salariés aux fruits de l'entreprise !

Au cours de ses mandats, Camille Dahlet fait des interventions très remarquées à la



Le livre de Pierre Klein, *Camille Dahlet, une vie au service de l'Alsace*, bénéficie d'une réédition, revue et augmentée, aux Editions Allewil.

Chambre, presque exclusivement sur les questions alsaciennes. Il a notamment pris avec véhémence la défense des députés Ricklin et Rossé condamnés au procès de Colmar, puis graciés.

En 1928, il fonde la *Freie Zeitung*. Après une période de trois ans (1930-1933) de communauté de travail avec la *Landespartei*, notamment dans le cadre de la *Elsass-Lothringer-Zeitung* (ELZ), il s'en désolidarise en raison de profondes divergences face au nationalisme de l'Allemagne nazie. Camille Dahlet a toujours exclu le rattachement de l'Alsace à l'Allemagne, dissocié langue allemande et nationalité allemande et rejeté la *Deutschtümelei*.

Aux oubliettes de notre Histoire

Son attachement bien connu à la France lui vaut d'échapper à la vague d'arrestations qui frappe les porte-parole de l'autonomisme entre les deux guerres. Il se retire dans son officine au cours du deuxième conflit mondial. Sa carrière d'élu s'arrête définitivement en 1940. Preuve que son attitude anti-nazie est reconnue, le Préfet le nomme dans le premier conseil municipal de Strasbourg de l'après-guerre.

Par la suite, Camille Dahlet est «tabouisé» par la chape de plomb qui s'abat sur notre région, empêchant toute expression alsacienne. Jusque dans les années 1960, il reste une voix isolée que beaucoup d'Alsaciens entendront dans une sorte de clandestinité. Lourdemment condamné pour avoir dénoncé les tortures en Algérie, il décède le 28 décembre 1963. Après avoir été de tous les combats pour la dignité et l'identité alsaciennes, vécu son engagement politique comme une mission et non comme une carrière, un métier lucratif, une source de privilèges ou un levier de puissance, il a été injustement jeté aux oubliettes de notre Histoire. ▶



DICHTER VUN GESCHT UN HIT EMMA GUNTZ

Ernst Stadler (1883-1914)

Der am 11. August 1883 in einem "reichsdeutschen" Elternhaus in Colmar geborene Ernst Maria Richard Stadler gehört zusammen mit Otto Flake, der denselben Familienhintergrund besaß, und René Schickele, dessen Vater Elsässer und dessen Mutter "Innerfranzösin" war, zu den jungen Elsässern, die im ausgehenden neunzehnten und beginnenden 20. Jahrhundert im Reichsland ein spezifisch "elsässisches Geistestum" verwirklichen wollten, wo die beiden im Elsass heimischen Sprachen und Kulturen - die französische und die deutsche - im Miteinander und Nebeneinander sich gegenseitig befruchteten und entfalteten.

Nach einem ersten Gedichtband "Präludien" (1904), der "dem Wortprunk der Neuromantik verpflichtet war", nach essayistischen und kritischen literarischen Aufsätzen, Übersetzungen aus dem

Französischen (Balzac, Jammes, Peguy) erschienen unter dem Titel "Der Aufbruch" Gedichte aus den Jahren 1911-1914, die den Expressionismus ankündigten. Dieses "Tagebuch in Versen" weist vier programmatische Untergruppen auf (Flucht, Stationen, die Spiegel, die Rast) und spiegelt die Abwendung vom Artifizialen und einen "Aufbruch" aus den gesellschaftlichen Konventionen, aus den überlieferten Anschauungen in ein neues Lebensgefühl, hin zum Wesentlichen.

Ernst Stadler, der Dozent an der Université Libre von Brüssel war und einen Ruf an die Universität Toronto erwartete, wurde zu Beginn des Ersten Weltkriegs im Sommer 1914 eingezogen und fiel am 30. Oktober 1914 in Zandvoorde, in der Nähe von Ypern. ▶

“ Fluss im Abend (in Der Aufbruch)

Der Abend läuft den lauen Fluss hinunter,

Gewittersonne übersprengt die Ufersenkung bunter

Es hat geregnet. Alle Blätter dampfen Feuchte.

Die Weidenwildnis streckt mit hellen Tümpeln sich ins witternde Geleuchte...

Die Pappeln stehn im Licht, traumgroße Kerzen dick mit gelbem Honigseim beträuft

Mir ist, als ob mein tiefstes Glück durch grüne Ufer in den brennenden Gewitterabend läuft. ”

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Land un Sproch / Les Cahiers du bilinguisme
Revue trimestrielle (4 numéros par an) : **18 euros** - Étranger : **21 euros**

NOM PRÉNOM

ADRESSE

DATE ET SIGNATURE

Paiement par chèque à **Culture et Bilinguisme d'Alsace et de Moselle**
5 Boulevard de la Victoire / Niklausring - 67000 Strasbourg ■ Tél. 03 88 36 48 30
Virement / Überweisung : **CCP Strasbourg 20041 01015 0095881D036 54**

Culture & Bilinguisme d'Alsace et de Moselle René Schickele Gesellschaft



Cette affiche placardée en 1974 sur les grands panneaux publicitaires est restée dans les mémoires comme l'une des manifestations les plus marquantes du Cercle René Schickele.

Le 12 avril 2014, le Cercle René Schickele fête ses 45 ans à l'occasion de son assemblée générale.

Jubiläum des 45. Gründungstages des Kreises.

À partir de 16 heures, une fête est organisée avec les interventions musicales de René Eglès, Bernard Freudenreich, Pierre Zeidler et d'autres amis encore, les témoignages de membres fondateurs et d'anciens responsables du Kreis sur l'action de l'association depuis 1968.

Un buffet festif clôturera cette manifestation.

Ab 16 Uhr, Beiträge von Zeugen, musikalische Umrahmung, Empfang.

Membres et sympathisants sont tous cordialement invités.

Alle sind herzlich eingeladen.